

Cité libre

NOUVELLE SÉRIE

VOLUME XIX • NUMÉRO 3 • OCTOBRE 1991 • 3,50\$

Modernité	Anne-Marie Bourdouxhe
Le Don et le Saint-Laurent	Stephen Schecter
L'identité québécoise et la France	Yves Couture
L'anglophone et les deux nationalismes	G. Tombs
Le Canada et la Paix.....	Angéline Fournier-Tombs
Pour un partenariat social.....	Louis-Philippe Rochon

CHRONIQUES

La notion de «société indistincte»	David H. Wood
Guerre, chimie et hypocrisie	Éric Devlin

ARTS ET LETTRES

Frisbee!	Bertrand Pirel
L'intolérance	Paul-Christian Nolin
Alain Grandbois	Éric Devlin



Un T-Shirt «de collection»

- Sur fond blanc, le logo aux couleurs du premier numéro de *Cité libre*, nouvelle série.
- Tissu de qualité, 100% coton, 71/2 onces
- Double couture aux épaules
- Une seule grandeur: X-LARGE

Édition limitée à 75 exemplaires

Chaque T-Shirt est numéroté à la main de 1 à 75 (à l'encre de Chine) et les matrices sont détruites après tirage.

Une aubaine à 30 \$.

(T.P.S. et frais d'expédition inclus)

SIMPLE COMME 1 2 3

1

Faites un chèque ou un mandat à *Cité libre*

2

Sur l'enveloppe écrire clairement votre nom et votre adresse, sans oublier le code postal

3

Postez le tout à: **T-Shirt Cité libre**
3480, Prud'homme, Montréal
(Québec) H4A 3H4



Photo: Simon Beaulieu

Quand vous porterez votre T-Shirt *Cité libre*...vous serez sûr qu'il n'y en a que 74 autres dans le monde entier!

.....

*En France, on préfère écrire tee-shirt, ce qui ne rend pas le mot plus français, bien qu'il soit déjà confortablement installé dans le Petit Robert avec drink, mixer, sweater et autres jeans. Voici ce qu'en dit M. Paul Robert: «Tee (-) Shirt ou T (-) SHIRT. n.m. (1950; mot anglo-amér.). T(ee) «T», et shirt «Chemise» [chemise en forme de T]. *Américanisme*. Sous-vêtement en coton à manches courtes, en forme de T (porté à l'origine par les joueurs de base-ball). Par ext. Maillot de coton, le plus souvent à manches courtes. «Cent mille «hippies», garçons et filles aux cheveux longs et aux tee-shirts constellés d'étranges déclarations...» (L'Express 17-7-1967).»

Le mot agace un peu Jacques Cellard, le chroniqueur du Monde. Dans *La Vie du langage*, publié à Paris en 1979, l'éminent linguiste écrit: «Tee-shirt devrait en bonne logique, s'écrire T. shirt. On ne lui voit pas de francisation directe possible: ticheurte ferait un peu *Zazie dans le métro*. On peut du moins suggérer (tous droits d'auteur réservés: il faut bien vivre !) un équivalent amusant: gaminet pour les jeunes gens, gaminette pour les demoiselles».

À ce jour, M. Cellard n'a pas touché beaucoup de droits d'auteur...

Un lecteur de *Cité libre* aurait-il une meilleure idée?

ATTENTION

Tous les T-Shirts commandés à ce jour ont été expédiés. Mais la grève des postes...

Modernité

ANNE-MARIE BOURDOUXHE

Le «bel été sans histoire» que je vous annonçais, un peu précipitamment, dans l'éditorial du précédent numéro, a finalement crépité, tangué et chaviré, pour devenir un été avec Histoire... Moralité: ne jamais vendre la peau de l'ours... Ni celle de l'URSS, comme les putschistes du 19 août l'apprirent à leurs dépens, tandis qu'à Montréal, mon «bel été» tournait déjà sous les rotatives de l'imprimeur. À l'écoute des lignes ouvertes de nos radios, je réalisai alors que si mes prévisions se portaient beaucoup moins bien que Gorbatchev, bon nombre de mes concitoyens se voyaient, eux, confortés dans leurs options politiques.

Ce qu'ils retenaient surtout des événements de Moscou, ce n'était certes pas l'image de Boris Eltsine exhortant les Soviétiques à défendre la liberté, à s'insurger contre le rétablissement du totalitarisme, des arrestations au cœur de la nuit et du goulag. Ils ont d'abord craint pour l'indépendance des pays baltes, avant de se réjouir avec ferveur de son avènement.

Dans l'euphorie, on se laisse aller à quelques très hâtives comparaisons. Aujourd'hui, le démantèlement de l'URSS en autant de petites patries et la guerre civile en Yougoslavie. Hier, la guerre d'Algérie. Aujourd'hui comme hier, l'éventuelle indépendance du Québec. Et demain? Et après-demain? La souveraineté du Québec s'inscrit-elle dans la lutte collective des damnés de la terre? «Dans le contexte actuel», écrit Stephen Schecter, «la liberté a viré de bord. Elle n'est plus le cri de ralliement de la transformation sociale. Elle est devenue la justification tous azimuts de la force des choses.»

Cité libre, sans doute l'aurez-vous déjà remarqué et, je l'espère, apprécié, explore dans ses pages l'imaginaire national d'un peuple qui s'est successivement et collectivement baptisé Français, puis Canadiens, puis Canadiens-français, puis Québécois jusqu'au tout récent «Québécois de souche». Dans ce numéro, Yves Couture réfléchit sur l'évolution de la définition de l'identité québécoise par rapport à la France – de moins en moins reconnue comme la mère-patrie; et pourtant...

Dans une démarche somme toute très parallèle, George Tombs s'interroge quant à lui sur la perception qu'ont de nos 800 000 concitoyens de langue anglaise les tenants de la nation électorale et ceux de la nation organique laissant de côté l'habituelle panoplie des arguments de surface – les sondages, les discours trop rituels de la plupart des chroniqueurs ou les propositions constitutionnelles – il explore ici les méandres de la psychopolitique. «Car, la problématique «des Anglais», vieille d'au moins deux siècles, si ce n'est d'un millénaire, se situe à ce niveau-là, dans le

jaillissement inattendu de fantasmes, de passions et de nostalgies refoulées, dans le resserrement de part et d'autre de frontières imaginaires, dans de puissants mythes nationalistes qui ont plus d'éclat que de naturel.»

Deux articles du précédent numéro trouvent ici leur prolongement. À propos du rôle du Canada pour la paix et le désarmement, Angéline Fournier-Tombs constate que «le temps semble révolu, où les prophètes de la conversion de l'industrie militaire semblaient prêcher dans le désert.» Louis-Philippe Rochon, lui, continue de prêcher ardemment pour une politique de plein emploi – même si, dans son second texte sur le sujet, il nous explique les raisons qui empêchent aujourd'hui qu'une telle politique devienne réalité au Canada.

Et dans la foulée, nous vous expliquons pourquoi vous avez peut-être trébuché dans son précédent plaidoyer: les définitions statistiques du plein emploi au cours de la dernière décennie varient entre 2,2 et 8% et non entre 21,2 et 8% comme nous l'avions publié... Enfin Robert La Palme écrit son nom comme ça et vous aviez rectifié d'emblée, dans l'article de Gérard Pelletier, la date de l'élection de l'actuel gouvernement (1984 et non 1867). C'est la Confédération canadienne bien sûr, qui date de 1867. C'était le paragraphe excusez, pardon!

Si le Québec est une société distincte au sein de la Confédération canadienne cela veut-il dire que les autres provinces sont pareilles, indistinctes? Un autre lecteur de *Cité libre*, David H. Wood, examine avec humour les tenants et les aboutissants de la notion de «société indistincte».

Avez-vous remarqué comment, tout à coup, tout le monde se met à disserter sur un concept particulier. On entend parler partout, à tout moment, dans n'importe quel contexte. C'est le cas de la modernité à l'heure actuelle, et vous retrouverez ce thème dans les articles d'Yves Couture, de Stephen Schecter et enfin d'Éric Devlin qui nous présente une exposition sur le père de la modernité de la littérature canadienne-française, l'écrivain Alain Grandbois.

Je l'avoue, c'est moi qui ai commandé à Bertrand Pirel une critique du *Don des Morts*. Et même s'il lit beaucoup, ce n'est pas demain la veille que Bertrand se joindra à la croisade de Madame Sallenave pour ramener le livre au cœur de la vie. Enfin Paul-Christian Nolin salue la réédition de l'imposante étude de Lise Noël sur l'intolérance car elle «a réussi le pari d'écrire un ouvrage savant qui demeure à la portée de tous.»

Bonne lecture! ☘

À qui appartient *Cité libre*?

Dans sa livraison de février 1951, soit dans la deuxième année de son existence, *Cité libre* répondait à cette question de la façon suivante: «Personne ne possède la revue. Tiré à 500 exemplaires, le premier numéro nous coûtait 250 dollars. Les dix collaborateurs ont misé chacun 25 dollars et sont rentré dans leurs fonds en distribuant chacun cinquante exemplaires à 50 cents pièce. Les administrateurs de carrière souriront; nous sourions aussi.»

En janvier 1960, pour marquer son dixième anniversaire, *Cité libre* s'est réorganisée. Devenue mensuelle, elle s'est constituée en coopérative d'édition en bonne et due forme qui compte aujourd'hui une centaine de membres. Et les portes ne sont pas fermées.

Les membres de la Coopérative d'information *Cité libre* sont donc les propriétaires de la revue. Réunis en assemblée générale annuelle, ils élisent un conseil d'administration qui, à son tour, choisit le directeur de la revue.

S O M M A I R E

VOLUME XIX • NUMÉRO 3 • OCTOBRE 1991 • 3,50\$

- 3 Modernité Anne-Marie Bourdouxhe
- 5 Le Don et le Saint-Laurent Stephen Schecter
- 7 L'identité québécoise et la France Yves Couture
- 13 L'anglophone et les deux nationalismes G. Tombs
- 17 Le Canada et la paix Angéline Fournier-Tombs
- 23 Pour un partenariat social. Louis-Philippe Rochon
- 28 La notion de «société indistincte» David H. Wood
- 29 Guerre, chimie et hypocrisie Éric Devlin
- 31 Alain Grandbois Eric Devlin
- 32 Frisbee Bertrand Pirel
- 33 L'intolérance Paul-Christian Nolin

Cité libre

Coopérative d'information
Cité libre

Conseil d'administration

Michel Dupuy, président
Kimon Valaskakis, vice-président
Guy Sarault, secrétaire
Roxane Roy, trésorière
Jean-Pierre Bourdouxhe, Jacques Hébert,
Paul-Christian Nolin, Gérard Pelletier

Rédaction

Directrice de la revue:
Anne-Marie Bourdouxhe
Secrétaire de rédaction:
Bertrand Pirel
Comité de rédaction:
Jean-Pierre Bourdouxhe,
Angéline Fournier-Tombs, Louis Lesage,
Gérard Pelletier, Stephen Schecter,
George Tombs.
Illustration:
Robert La Palme

Production

Infographistes: Claude Guérin,
Michel Groleau
Photo: Simon Beaudieu
Photocomposition: Typographie Saïy
Impression: Interglobe inc

ADRESSES

Siège social

Bureau 1400,
1001, boul. de Maisonneuve Ouest
Montréal, P.Q. H3A 3C8

Rédaction

3846, ave. du Parc Lafontaine
Montréal, P.Q. H2L 3M6
Tél.: (514) 398-6754
Fax: (514) 398-7364

Service d'abonnement

PERIODICA
C.P. 444, Outremont
P.Q. H2V 4R6
Tél: Région de Montréal: (514) 274-5468
Tout le Québec et l'Outaouais: 1-800-361-1431
Télécopieur: (514) 274-0201

Vente au numéro

MESSAGERIES DE PRESSE BENJAMIN
0160, Jean Milot
Lasalle, P.Q. H8R 1X7
Tél.: (514) 364-1780
Fax: (514) 364-7245

Vente aux libraires

DIFFUSION DIMEDIA
539, boul. Lebeau
Ville St-Laurent, P.Q.
H4N 1S2
Tél: (514) 336-3941
Télécopieur: (514) 331-3916
Dépôt légal: 2^e trimestre 1991
ISSN:1183-7144

Le Don et le Saint-Laurent

STEPHEN SCHECTER

Et voici que l'automne arrive, est déjà arrivé, s'éclipse bientôt dans l'automne éternel, et l'on se demande ce qui nous glisse entre les doigts, quelle prophétie millénaire nous échappe à nouveau. Après le putsch en Russie, la vieille Russie moscovite qui affirme son droit d'aïnesse sur l'URSS tardive, devenue une note en bas de page, notre Jacques Parizeau ne pouvait que conclure que nous, nous les Québécois du Parti Québécois, nous sommes des prophètes, nous avons eu raison avant tout le monde et nous sommes méconnus dans notre propre pays.

Il a fallu l'effondrement de l'empire de notre utopie à l'envers, la ruée des nationalismes des steppes et la guerre civile en Yougoslavie pour faire comprendre à tous et à toutes que l'heure des petites patries est arrivée, qu'à l'automne de la société bourgeoise sa promesse d'émancipation sera enfin réalisée.

Permettez-moi, cher lecteur et chère lectrice, d'émettre un doute. Oui, je le sais, ce n'est pas très gentil de faire cela après tant d'efforts pour nous émanciper de la contrainte, de l'insulte, de l'endiguement de tout ce qui constitue notre essence. Après tant d'efforts pour devenir modernes, est-il possible de se poser des questions, ou de se les faire poser? Et qui suis-je pour le faire, misérable petit-fils de la lignée d'Isaïe? Je le fais pourtant, moi qui comme vous brûlais et me faisais brûler par l'ardeur de l'émancipation. J'ai cru, comme vous peut-être, que l'indépendance du Québec faisait partie de la lutte générale des damnés de la terre. Mais ainsi ne coulent pas le Don ni le Saint-Laurent.

Bien sûr, l'idée était attirante, d'autant plus qu'elle cristallisait un sentiment maintes fois ressenti et porté comme une blessure au fond de l'âme: qu'on ne pouvait pas se faire servir dans sa propre langue, que le centre-ville de Montréal appartenait aux autres, que Peel et Ste-Catherine c'était déjà et encore l'ouest, et l'ouest c'est les Anglais. Drapeau s'est fait élire et réélire parce qu'il faisait construire un "downtown" français dans l'est de Montréal, et on en était fier, même les anciens de *Parti-Pris*.

Qui de ma génération ne se souvient pas de la révolte de *Parti-Pris*, de sa colère épouvantable contre l'ancien régime canadien-français pour avoir contribué à notre statut de colonisés? Ensuite on fit la part des choses, mais sur le coup on fulmina, on avait découvert l'oppression, Marx, Fanon, une manière de plaquer un nom sur notre blessure. Cette blessure que nous allions panser en remplaçant la tradition idéaliste des notables par le combat politique

commun à tous les opprimés modernes. C'est ainsi que toutes les batailles et toutes les oppressions se sont fondues et alimentées: lutte des classes, lutte nationale, plus tard lutte des sexes, et aujourd'hui luttés tout court. Mais à l'époque on était encore moderne: l'émancipation nous semblait l'évidence même, internationale, centenaire, avant-gardiste et vraie. On allait au théâtre pour applaudir Hier les enfants dansaient.

Mais l'émancipation soulève un problème, comme jadis la modernité en soulevait un. Bien sûr nous nous sommes émancipés. À l'échelle historique de l'humanité le progrès était certain, progrès moral s'entend: plus d'esclavagisme, plus de servitude, plus d'humiliation typique de l'ancien régime.

J'ai, cru, comme vous peut-être, que l'indépendance du Québec faisait partie de la lutte générale des damnés de la terre. Mais ainsi ne coulent pas le Don ni le Saint-Laurent.

C'était la force du monde nouveau inauguré par les révolutions bourgeoises et que Marx voulait simplement achever en rendant la liberté à tous. C'était la puissance magnifique de l'idée du communisme: debout les damnés de la terre. Mais cela ne suffisait pas.

Au bout du long processus par lequel des générations successives ont tenté d'accéder aux idéaux des Lumières, de s'émanciper du joug de l'Église, du sang et de l'argent, on est parvenu à l'état de l'émancipation pure, quand la réalisation de l'autonomie de chacun se détache du lien social qui lui a conféré sa grandeur. On a honte aujourd'hui de citer Marx ou Rousseau, mais on vit encore de l'héritage qu'ils nous ont légué; de sorte qu'on fête leur déclin au nom de la liberté qui fut un jour leur propre idée forte.

Dans le contexte actuel, la liberté a viré de bord. Elle n'est plus le cri de ralliement de la transformation sociale. Elle est devenue la justification tous azimuts de la force des choses. On célèbre la faillite du putsch soviétique pour mieux surenchérir sur le nationalisme d'ici, comme si le nôtre était le miroir et le présage du leur. Le non-dit se lit comme suit:

Inspirés par la soif de l'indépendance, les russes, eux, ont combattu la tyrannie. Eh bien, nous aussi. Qui oserait être contre?

Nous voilà, cher lecteur et chère lectrice, mis devant le fait accompli, et condamnés à fermer notre gueule. Mais si ce n'était pas si simple? Si la révolution russe de 1991 n'était que leur révolution tranquille? Si ce qui les attend n'est que cette société que nous connaissons trop bien? Bien sûr, la *notte* contemporaine vaut cent fois mieux que la grisaille stalinienne, mais n'oublions pas ce que signifie le triomphe du marché universel, la victoire du capitalisme organisé: la revendication illimitée de petits désirs perçus à la fois comme besoins et libertés, qui se justifient par leur propre affirmation, dans un contexte où l'on ne peut distinguer entre la liberté fondamentale à caractère politique et la liberté de magasiner le dimanche.

Au bout du long processus par lequel des générations successives ont tenté d'accéder aux idéaux des Lumières, de s'émanciper du joug de l'Église, du sang et de l'argent, on est parvenu à l'état de l'émancipation pure, quand la réalisation de l'autonomie de chacun se détache du lien social qui lui a conféré sa grandeur.

Ce n'est pas un hasard si l'indépendance du Québec s'est vite détachée d'un projet social quelconque pour devenir un discours qui se justifie par l'évidence même et qui se discute aujourd'hui dans les seuls termes de sa faisabilité. Mais comme ce discours est vide - et cela tout le monde le sait - on le compense en se rappelant que, quand même, on a été opprimé, et que l'oppression appelle l'émancipation. Pour ne pas l'oublier, on évoque l'humiliation du Lac Meech ou les nationalités en URSS. Mais au lendemain de l'An 1, qu'y aura-t-il vraiment?

Permettez-moi de présenter un scénario que l'on a déjà commencé à tourner. Le professeur Édouard Cloutier, a suggéré devant les hautes instances du Parti Québécois, qu'il faudrait organiser la surveillance interne contre la subversion qui risque de se manifester à la suite de l'indépendance du Québec. Il songeait apparemment aux anglo-québécois et aux autochtones qui, eux aussi, ont déjà réclamé leur auto-détermination. Et pourquoi pas, après tout? La soif de

l'autonomie, tout comme le souvenir des blessures, ne connaît pas de limites. Mais au fond, il n'y a rien à craindre. L'auto-détermination du West Island, n'est tout simplement pas réalisable.

Elle soulève pourtant un problème: la probabilité de voir fleurir dans un État indépendant les revendications des groupes de toutes sortes que les technocrates du pouvoir, bien encastés dans le Parti Québécois, auraient à gérer. Le jour où ils seront débordés, se feront de nouveau entendre des appels à l'austérité; et dans les quinze ans nécessaires pour intégrer le Québec au marché transnational, notre autonomie deviendra notre tombeau. N'oubliez pas cependant, cher lecteur et chère lectrice, que même au cimetière il y a des distinctions de classes.

Alors, demanderez-vous, qu'est-ce que je propose? Que l'on n'ignore pas les blessures de part et d'autre, mais que l'on reconnaisse néanmoins, dans le cul-de-sac qu'est devenue l'émancipation contemporaine, qu'il existe une alternative à la simple élimination de l'Autre, figure de l'oppression. Que l'on cesse de prétendre que même après la séparation, le Québec et le Canada anglais resteront ensemble pour des raisons économiques. Il s'agit là aussi d'un langage de comptables, de faisabilité, de ce qui se fera parce qu'ainsi va la vie, rationnelle à l'instar de l'organisation économique. Tandis que le vrai problème est ailleurs, même en Europe, même en Union soviétique.

C'est le problème moderne par excellence: comment, tout en refusant la subordination, réussir à construire une communauté politique où tous et toutes seront capables de prendre part en tant que sujet qui voit dans l'autre la mesure non pas de l'enfer mais de sa propre humanité? Rien n'est plus facile que de tout casser pour tout recommencer.

Mais le démembrement de l'Union soviétique ne sera pas un dimanche à la campagne, tout comme l'auto-détermination de la Croatie n'est pas une simple partie de cartes. Et si au Canada, pays merveilleux, riche, paisible malgré tout et encore à moitié endormi, on se livrait à la tâche de faire mieux, de faire autre chose que la reproduction postmoderne des pièges de l'émancipation?

Si on essayait de régler nos problèmes, conflit national d'abord, les autres ensuite, sans coup de force ni recours aux idées éculées? Et si on admettait qu'il vaut mieux vivre ensemble que séparés, parler deux langues qu'une, assurer à chacun un niveau de vie proche de la moyenne, et que Rimbaud ou Ducharme valent mieux que les téléromans "plattes" en n'importe quelle langue? Alors peut-être, cher lecteur et chère lectrice, Laurier n'aura-t-il fait que se tromper de siècle: c'est le prochain qui appartiendra au Canada.☞

L'identité québécoise et la France

YVES COUTURE

"Je me souviens..."

"Je est un autre."

Rimbaud

Changeant, ambigu, le rapport à la "mère-patrie" demeurait jusqu'à récemment le fait central dans la définition d'eux-mêmes des Français d'Amérique, Canadiens, Canadiens-français, Québécois. Rien de plus normal, puisque d'une part c'est nécessairement en se distinguant peu à peu de la France que les Canadiens-français ont acquis leur identité nationale spécifique, tandis que d'autre part le maintien du lien à une France passée et présente, à la France imaginée et à la France réelle, fut longtemps perçu comme la principale garantie de la pérennité en Amérique du nord d'une "race française", selon l'expression du 19^e siècle. Ce lien et ses ambiguïtés, malgré sa transformation, devait demeurer important jusqu'à aujourd'hui. L'intuition n'est pas nouvelle. J'espère néanmoins montrer qu'elle peut encore servir pour éclairer les débats politiques québécois de l'heure.

Un mot d'abord sur la notion d'identité nationale. Elle conduit aux problèmes bien connus que pose la définition de la nation. Qu'est-ce en effet qu'une nation: une réalité objective qui s'enracine dans un ensemble de faits sociologiques repérables tels, une langue, une religion et des institutions politiques communes, ou plutôt une réalité essentiellement subjective ayant pour support le domaine flou de représentations où naît un vouloir-vivre commun? Quoiqu'il en soit du degré d'objectivité du fait national, sa réalité dynamique est celle d'un imaginaire commun, donc d'un fait psychique, qui en lui-même constitue un pôle majeur dans l'auto-représentation de soi de l'homme moderne. L'identité nationale marque l'identité individuelle. Elle est, qu'on juge le fait favorable ou non, un des principaux lieux où prend forme et sens la particularisation de l'individu par son inclusion dans un ensemble déterminé où il se reconnaît. Particularisation qui suppose par ailleurs la distinction d'avec l'autre, le différent: l'étranger. L'identité nationale implique ainsi la reconnaissance simultanée d'un intérieur, lieu de la reconnaissance, et d'un extérieur, qui à son tour nous dit ce que nous sommes en renvoyant l'image de ce que nous ne sommes pas, ou du moins pas tout à fait. Ou de ce que nous ne sommes plus. Être Québécois, c'est aussi ne se sentir ni Canadien-anglais, ni Américain, ni...Français.

De ce rappel tirons d'emblée une indication de méthode: c'est d'abord l'analyse historique qui éclaire la signification du lien à la France dans l'émergence progressive puis l'auto-définition changeante de l'identité québécoise. Un livre reste

à écrire qui suivrait pas à pas les étapes de ce processus. Nous suggérerons ici trois principes de lecture de cette histoire, pour ensuite tâcher d'en illustrer à grands traits la fécondité.

Il convient premièrement de distinguer deux étapes historiques fondamentales. D'abord la formation et la stabilisation de l'identité canadienne-française traditionnelle au cours d'une longue période historique de relatif équilibre. Puis la transformation profonde de cette identité au cours d'une période brève et mouvementée de transition, depuis 1960, qui s'achève par l'horizon d'un nouvel équilibre, celui d'une identité québécoise moderne ayant acquis à peu près ses caractéristiques propres.

Ensuite, pour saisir le sens de ces étapes successives, l'analyse doit retenir la double polarisation de l'image de la France dans l'histoire québécoise. Elle fut considérée comme le pays de la Tradition ou au contraire comme le

Être Québécois, c'est aussi ne se sentir ni Canadien-anglais, ni Américain, ni...Français.

pays de la Révolution, et plus globalement de la Modernité comme sortie consciente et volontaire du monde de la tradition. A cette première polarisation s'entremêlera la seconde, plus directement liée à l'usage fait au Québec de la référence française: la France sera vue tour à tour ou encore conjointement comme la source et le rempart du particularisme canadien-français sur le continent, ou comme symbole de l'Universel face à ce même particularisme. La transformation de la représentation et du statut de l'Universel, c'est-à-dire d'idées, de valeurs, de symboles installés en position de critère d'évaluation de toute réalité particulière, constitue certainement un des axes principaux pour saisir l'évolution culturelle du Canada français et même, au-delà, tout passage d'un monde de la tradition à un monde de la modernité. Au Québec, le signe majeur de cette transformation fut l'évolution de la place de l'Universel religieux. Cependant, et c'est ce qui nous intéresse ici, cette évolution fut elle-même étroitement mêlée à la représentation de la France comme pôle de définition de l'identité nationale.

Enfin, dernier principe de lecture, la saisie de cette double polarisation et de ses effets demande que soient distingués la culture de l'élite cultivée et intellectuelle et

la culture populaire, le lien de chacune à la France pouvant être passablement différent selon les époques.

La France pour le Canada français

L'analyse de la représentation de la France dans le Canada français traditionnel requiert d'abord un examen des traits de ce qu'on peut appeler la pré-histoire nationale, dont l'influence perdurera dans la formation d'une identité canadienne-française spécifique au 19^e siècle.

Jusqu'en 1760, la présence française en Amérique du nord est largement restée à l'état d'ébauche d'un projet colonial et religieux. Vastes et hautes ambitions, peu de moyens: les Français, face à des concurrents autrement nombreux et organisés, semblent d'emblée s'être réservés le rôle de vaincus héroïques. Tout de même, après la conquête, restaient ces soixante mille colons, déjà Canadiens, dit-on, c'est-à-dire différents des Français de métropole, par des détails de moeurs et de caractère. Intégrés à l'Empire britannique, les voilà privés de dessein et d'initiative collective, sinon celle de durer en s'accrochant à la tradition reçue et transmise. Et notamment, sous l'influence de l'élite religieuse pour un temps pratiquement sans concurrence, à la foi catholique. Deux dates de cette pré-histoire de l'identité québécoise importent particulièrement. D'abord, 1789 et la Révolution française: c'est à partir de ce moment que l'image de la France, pays de l'origine et donc source de la tradition, se dédouble. Proclamatrice de l'universalité des droits de l'homme qui se pose elle-même comme concurrente de la religion, ne menace-t-elle pas désormais, plus que ne le fait la nouvelle métropole anglaise - protestante certes, mais tolérante, ne serait-ce que par intérêt - notre particularité catholique sur le continent? Ensuite, 1837 et l'échec de l'initiative et de l'idéal politique des Patriotes. L'épisode confirme les conséquences de la conquête et c'est véritablement dans ses effets immédiats et à long terme, et dans la signification qui leur fut donnée, que s'enracineront certains des traits essentiels qui détermineront pour longtemps l'image dominante de la France au Canada français, et l'usage qui en sera fait.

Nous ne retiendrons d'abord que le portrait global de cette installation d'un peuple dans une certaine auto-représentation de lui-même, quitte à revenir par la suite sur les tensions ou exceptions qui ont existé pendant ce siècle et demi d'histoire.

L'échec des Patriotes contribuera à une véritable crise de conscience nationale pour l'élite politique et intellectuelle de l'époque. Cet échec bloqua au moins momentanément et compliqua pour longtemps la voie de la modernisation politique. Car par la suite, avec la progression plus rapide de la population du Canada anglais, l'idéal démocratique allait s'accompagner pour les Canadiens français du risque de passer de l'impuissance du vaincu à celle du minoritaire. A cela s'ajoutait la perception nouvelle d'un risque d'assimilation devenu d'autant plus apparent que cette solution au problème de la dualité culturelle canadienne recevait des appuis d'importance à Londres. (Rappelons le fameux rapport Durham, oeuvre intéressante par ailleurs).

Ce défi historique plaçait l'élite du Canada-français devant trois solutions envisageables. S'assimiler effectivement à la culture britannique et jouir des avantages politiques et économiques qu'il y aurait eu à devenir des

membres "normaux" de l'Empire ainsi que du vaste ensemble culturel anglo-américain; refuser cette assimilation en poursuivant la lutte pour l'autonomie et la modernisation politique; enfin abandonner dans une large mesure un terrain politique et économique manifestement dominé par les Anglais pour assurer la survie culturelle de la société canadienne-française par un repli sur ses institutions spécifiques. Il est clair que chacune de ces solutions

Face à l'Empire britannique, face à la puissance et au dynamisme du monde anglo-saxon, nous paraissions n'être sans la France qu'une minorité insignifiante, l'identification avec elle permettait de nous considérer comme une part d'une réalité culturelle et spirituelle plus élevée.

impliquait un rapport différent à la France. Or comprendre l'histoire subséquente du Canada français, c'est comprendre les obstacles qui s'opposaient au milieu du 19^e siècle à ce que l'une ou l'autre des deux premières solutions prévalent.

L'assimilation de l'élite, non pas de quelques-uns de ses membres mais de la majorité d'entre eux, était impraticable pour plusieurs raisons. D'abord, sa formation française et religieuse lui assurait une identité cohérente, largement nourrie du souvenir, du prestige, et de la valeur intrinsèque de la culture française vers laquelle on continuait de se tourner. Ensuite, cette élite était constituée de notables, médecins, avocats, notaires, d'hommes d'Eglise et de petits commerçants; leur clientèle, si l'on peut dire, était le peuple des villes et villages qui continuait de vivre de l'héritage français transmis de génération en génération, avec seulement une lente transformation graduelle. Ainsi, par inclination et par intérêt, l'élite canadienne-française ne voulait ni ne pouvait guère s'assimiler à l'élément britannique. Le peuple, pour sa part, largement isolé du Canada anglais, n'avait aucune raison de cesser d'être lui-même.

Cela étant, restaient deux réponses possibles au défi de la continuité historique comme nation distincte, que nous nommerons respectivement la solution politique et la solution culturelle. Or la première était strictement circonscrite par les conditions entraînées par l'échec de 1837, la répression subséquente, et le sentiment des limites à l'initiative politique posées par le statut de colonie impuissante à s'émanciper. Peu à peu, à mesure que le siècle avançait, l'Eglise, favorisée par le contexte et par la dynamique qu'elle sut elle-même instituer, devint la matrice et le premier véhicule, par son action éducative et communautaire, par sa présence au plus intime de la vie culturelle canadienne-française, de la synthèse du fait français et de la foi catholique comme base de l'identité nationale. La nature de cette synthèse durable orienterait pour un siècle l'image de la France au Canada français.

En elle-même, la volonté historique de perdurer dans son

identité, pour un peuple minoritaire et restreint en nombre, et qui plus d'une fois put se sentir méprisé, impliquait un premier aspect du rapport imaginaire à la France. Le lien français demeurait au centre du dispositif de défense identitaire. Un élément essentiel de ce réflexe culturel, fort compréhensible sur le plan psychologique, passait par la revalorisation de soi par rattachement à une image toujours plus idéalisée d'une France passée et présente. Attribuer à la culture française un statut de culture classique, exemplaire, à vocation universelle, c'était en quelque sorte, pour le Canada français, se l'attribuer à soi-même comme personnification de la France sur le continent. Face à l'Empire britannique, face à la puissance et au dynamisme du monde anglo-saxon, nous paraissions n'être sans la France qu'une minorité insignifiante; l'identification permettait de nous considérer comme une part d'une réalité culturelle et spirituelle plus élevée. Mais la nature spécifique de la synthèse constitutive de l'identité canadienne-française impliquait un tri qui ne retienne que ce qu'il y avait d'acceptable aux yeux de la foi catholique. L'influence d'idées contraires devait être peu à peu circonscrite à des cercles restreints, par exemple celui de l'Institut canadien. Cette volonté d'identification à une France idéalisée pour défendre notre réalité nationale culminera au XX^e siècle avec l'oeuvre du chanoine Groulx, au moment même où son caractère artificiel commençait à s'imposer aux esprits lucides.

Le Canada français se retrouvait ainsi face au véritable mythe de la France qu'il s'était construit. Sans atteindre toujours au même niveau d'abstraction, ce mythe répondait néanmoins à un usage précis: se rehausser à ses propres yeux et vis-à-vis de ceux qui contestaient son identité, par affiliation à un Universel français et religieux fortement polarisé en faveur de la tradition. Mais cette orientation d'esprit, renforcée par la structure institutionnelle, devait se révéler cruellement paradoxale. Un regard réaliste suffisait en effet à se convaincre que le Canada français n'était vraiment pas à la hauteur de l'idéal français à travers lequel il voulait se voir, et que celui-ci de toute manière ne lui correspondait tout simplement pas sur bien des points. On se condamnait à un statut d'imitateurs, de lointains coloniaux. Le braquage sur la tradition achevait la fixation culturelle sur un hommage révérencieux, sans audace ni génie. L'entreprise d'autoréalisation aboutissait donc à son contraire, à une dévalorisation radicale, dont l'art québécois du XX^e siècle portera le témoignage avant d'en démonter peu à peu les mécanismes pour s'en émanciper.

La France dans la modernité québécoise

L'interprétation critique de la longue période historique pendant laquelle s'était peu à peu cristallisée l'identité canadienne-française annonça la période nouvelle de transformations radicales, au cours des années 1960-1970, qui verrait la naissance d'une identité proprement québécoise. Cette interprétation continue d'ailleurs d'être au coeur du débat sur la valeur ou les risques du nationalisme: est-ce que les tares qu'on attribuera désormais à l'identité canadienne-française traditionnelle étaient liées au souci nationaliste exagéré du passé, souci qui par nature fermerait l'horizon intellectuel et créerait une sorte de serre chaude conformiste, ou seulement à la nature rétrograde qu'avait pris ici le nationalisme du fait de circonstances historiques particulières

et difficiles? Ce débat reste finalement celui des rapports de l'Universel et du particulier, et encore une fois il apparaît possible d'éclairer les termes dans lequel il fut tour à tour posé en suivant l'évolution de l'image de la France dans un Québec en transformation rapide.

Le Québec des années soixante à quatre-vingt représente à plus d'un titre un véritable laboratoire social, spécialement pour qui s'intéresse à la dynamique de modernisation des représentations collectives. On a maintes fois analysé le décalage qui s'était produit au cours des décennies précédentes entre une réalité sociale et économique déjà transformée par l'industrialisation et l'urbanisation, et un ensemble de valeurs, d'idées et de pratiques encore largement caractéristiques des sociétés traditionnelles. Nous venons d'insister sur un des aspects centraux de ce "retard", soit l'idéalisation d'un modèle culturel français de plus en plus coupé du réel. Or la conscience aigüe d'un décalage et la volonté parfois exacerbée d'y remédier marqueraient l'histoire mouvementée et fortement contrastée de la Révolution tranquille et de ses suites. De cette exacerbation de la volonté de changement est paradoxalement issue la surenchère symbolique qui a accompagné le processus socio-économique de modernisation et qui pour un temps, malgré l'idéal désormais affirmé de prise directe de la pensée sur le réel, a souvent maintenu, sous une forme nouvelle, l'écart qui les avait caractérisés par le passé.

Une double dynamique paraît en effet avoir inspiré la modernisation de l'imaginaire québécois. D'une part, un aspect plus visible, plus "bruyant": désormais la référence à un Universel nouveau, celui des valeurs modernes, envahit la scène de la politique concrète trop longtemps abandonnée à un pragmatisme étroit. Amorcée et vécue le plus intensément d'abord par des artistes et des intellectuels, et s'étendant ensuite à d'autres couches de la population et en particulier à la jeunesse étudiante, la critique de la tradition prend les

Affirmant contre le passé l'universalité des valeurs modernes, l'intelligentsia perdra son rôle d'avant-garde avec le triomphe de celles-ci.

couleurs d'une modernité triomphante qui s'échauffe de la lutte et des perspectives neuves qui s'ouvrent devant elle. Ses manifestations spectaculaires cependant ne seront que transitoires. Affirmant contre le passé l'universalité des valeurs modernes, l'intelligentsia perdra son rôle d'avant-garde avec le triomphe de celles-ci.

La seconde dynamique est précisément la transformation continue et souterraine des idées et pratiques de l'ensemble de la population. Elle profite d'abord de la brèche ouverte par l'intelligentsia. Mais son orientation s'alignera peu à peu sur la logique propre des valeurs d'autonomie, d'égalité et de démocratie dans le contexte matériel et culturel nord-américain.

Pour distinguer par une formule ces deux dynamiques, nous dirons que les manifestations nées de l'exubérance de la modernisation ne doivent pas être confondues avec les

caractéristiques plus durables et plus essentielles de la modernité. Cette distinction offre un fil directeur pour éclairer la transformation de l'identité québécoise ainsi que le changement profond de la définition puis du statut de l'Universel qui a marqué cette transformation, et dont l'évolution de l'image de la France constitue un élément révélateur privilégié. Des années soixante à aujourd'hui, trois moments distincts peuvent en effet être isolés, bien que dans la complexité du réel ils se soient souvent chevauchés. Les deux premiers constituent autant d'étapes de la phase transitoire entre l'imaginaire du Canada français traditionnel et celui du Québec moderne. Le troisième voit l'installation d'un nouvel équilibre. Non pas que le changement y redevienne suspect; au contraire, il est approuvé et découle de l'accomplissement de virtualités inscrites dans des valeurs modernes désormais généralement acceptées.

Le premier moment, celui où triomphera dans l'élite canadienne-française un universel critique largement inspiré de la pensée française moderne, plonge en fait ses racines dans ce qu'on pourrait appeler, en reprenant une expression utilisée auparavant, la pré-histoire de la modernité culturelle québécoise. La généalogie de celle-ci passe en effet par les jalons culturels qui ont constitué autant d'ouvertures dans un univers artistique clos et conformiste, ouvertures dont la plus marquante demeurera le fameux *Refus global* de l'immédiat après-guerre. Contre une Tradition figée dans la pose d'un Universel symbolique censé donner son supplément d'âme à un particularisme arriéré, on se réapproprie l'élan et l'esprit d'une nouvelle Universalité française, celle des beaux jours d'une avant-garde qui marquait alors tout l'art contemporain. Puis, au renouveau poétique et pictural s'ajoutera la strate décisive d'un nouveau discours critique nourri à son tour de la pensée française d'après-guerre, personnalisme, existentialisme puis marxisme, dont l'exigence morale ou historique aussi bien que les outils conceptuels aideront à entreprendre et à radicaliser la critique de la société canadienne-française.

Cette première étape de la transition vers l'identité québécoise actuelle fut surtout l'affaire d'intellectuels, à qui il revenait d'éroder puis de disqualifier l'ancien discours justificateur qui reproduisait la synthèse vieillie du fait français et de l'allégeance à l'Eglise. Leur discours critique s'appuyait sur une même référence au nouvel Universel que représentaient les valeurs de la modernité, dont on s'entendait de plus à affirmer le caractère éminemment pratique: l'essentiel devenait l'action politique. Mais dès le début deux orientations opposées se dessinaient. Soit qu'on mette l'accent sur la rénovation du Canada français appelé à sortir de son particularisme rétrograde. C'était s'écarter du réflexe de défense prioritaire du caractère distinct de la nation. Soit qu'on tente plutôt la jonction de la critique du passé au nom de la modernité avec la défense du particularisme national. C'était cette fois tenter de penser une nouvelle synthèse, qui remplacerait celle de la tradition et de la foi avec le fait français. L'affrontement des deux orientations occupera la scène intellectuelle québécoise de la fin des années 1950 jusqu'au milieu de la décennie suivante.

Au centre de cet affrontement demeurait une référence constante à des valeurs et des idées de portée universelle. La première orientation - illustrée notamment par *Cité libre* à l'époque - que la dynamique du débat amènera à une

appréciation sévère du nationalisme, sera même bientôt taxée d'idéalisme désincarné qui encore une fois plaçait le peuple québécois face à des idéaux abstraits niant radicalement sa singularité. Mais cette critique devint vite paradoxale. Elle impliquait une volonté de penser un nationalisme moderne qui était elle-même à l'époque conditionnée par une double dynamique la poussant vers l'abstraction et l'idéalisme. Ainsi fallait-il d'abord prouver que ce nouveau nationalisme était véritablement moderne, ce qui enclencha, surtout chez les jeunes intellectuels nourris du radicalisme idéologique

Le Québec des années soixante à quatre-vingt représente à plus d'un titre un véritable laboratoire social, spécialement pour qui s'intéresse à la dynamique de modernisation des représentations collectives.

français, une surenchère dans l'idéal de rupture avec le passé: ne devenait symboliquement acceptable que l'extrême pointe du progressisme. Ce qui signifiait, dès lors, que la synthèse entre nationalisme et progressisme devenait elle aussi, par rapport au Québec réel, une idée abstraite, tout au plus un projet. La réconciliation du particularisme national avec un Universel voulu résolument moderne devait être projetée sur l'avenir, elle passait par l'Histoire. Plus d'un, depuis les intellectuels de la revue *Parti-pris* jusqu'au FLQ et bien au-delà de ces cercles étroits, a projeté cette réconciliation sur l'idée d'Indépendance comme rupture totale avec le passé. Mais au nom de cette métamorphose espérée le peuple québécois dans sa singularité présente était nié plus radicalement peut-être que jamais dans l'histoire intellectuelle du Québec. Qu'on relise à cet égard les textes radicaux des années soixante: tout, langue, pratiques, valeurs, était censé signaler notre médiocrité et notre aliénation fondamentale.

Le radicalisme absolu de la critique ouvrait cependant la voie à un renversement complet du statut de l'Universel, visible dans la transformation radicale du rapport du Québec à la France. Le nationalisme progressiste amena d'abord certains à retourner les outils critiques reçus de la pensée française contre la France elle-même. A l'époque de la décolonisation et de la guerre d'Algérie, il devint pressant pour plusieurs de critiquer la soumission aveugle à un "impérialisme" français qui dans sa forme culturelle imposait des modèles désormais considérés comme étrangers à notre réalité. Ensuite, les expressions extrêmes du nationalisme progressiste devaient se désagréger rapidement du fait de la contradiction inhérente au fait de dévaloriser sans cesse une réalité nationale présente au nom de l'avenir radieux d'une Utopie dont manifestement le peuple ne voulait pas. De cette désagrégation, ajoutée à la critique de l'Universel ancien puis à la critique de la France, sortirait une quête d'authenticité brute centrée sur l'éloge sans précédent de ce qu'il y avait de plus singulier dans l'identité québécoise.

Toutefois cette transformation du rapport à la France, chez de nombreux intellectuels et artistes, n'a peut-être

qu'ouvert la voie à un phénomène plus profond et général observable dans l'ensemble de la population. Une fois érodé le monde de la tradition puis effritée son institution principale qu'était l'Eglise, et alors que l'élite en était à renouveler sa référence française, le peuple dans sa majorité achevait d'adopter un style de vie puis des valeurs nord-américaines, s'éloignant de la France par les moeurs en s'éloignant de la tradition. La réappropriation du discours modernisateur français pour la critique du passé avait ainsi ouvert la voie à une modernité populaire cette fois plus américaine, ou du moins québécoise, que française.

Ces deux dynamiques, intellectuelle et populaire, nous mènent à la seconde étape de la transformation de l'imaginaire collectif québécois. Elle correspond à la période historique la plus effervescente, sinon toujours la plus profonde, de la culture québécoise, celle qui s'étend du milieu des années soixante et s'étire jusqu'à la fin de la décennie suivante. La complexité et le caractère bigarré de la scène politique et culturelle tiennent largement à la juxtaposition et aux influences réciproques de valeurs et d'idées liées à des moments historiques distincts. D'une part, à côté d'un Canada français traditionnel qui connaît ses derniers sursauts, la référence aux valeurs modernes se raffermir et se généralise. Cela prend notamment la forme politique d'une construction étatique accélérée, d'une volonté de planification rationnelle, de sécularisation, mais aussi la forme d'idéaux plus radicaux, voire d'espoirs révolutionnaires... Et la jeunesse étudiante élève souvent jusqu'à l'Utopie le tranchant de l'idéal de renouveau. D'autre part, le renversement amorcé de l'idéal moderne d'autonomie en éloge du particulier se déploie et tend à son tour à se généraliser. Ce renversement, d'importance fondamentale pour la suite, comporte plusieurs aspects difficiles à démêler, d'autant plus qu'il entre en relation avec l'élan modernisateur.

Un conformisme immanent, horizontal, lié, comme le phénomène de la mode, à la généralisation de modèles particuliers, succède alors au conformisme vertical qui résulte de la reconnaissance sociale de valeurs universelles transcendantes.

Tâchons de saisir d'abord sa logique interne. L'idée d'autonomie individuelle, part essentielle dans l'affirmation de la modernité face à la tradition, possède la virtualité paradoxale de pouvoir passer, avec son triomphe dans les esprits, du statut d'idéal critique à celui de fondement d'une justification absolue du réel. Pour l'individu, toute norme ou référence extérieure sera dès lors perçue comme une menace d'ingérence, comme une entrave à son droit d'être ce qu'il est ou ce qu'il veut. La ligne d'horizon de cette logique est un individualisme radical où chacun entend se définir et se conduire hors de toute norme. Cette prétention est largement illusoire: la référence à des normes explicites n'est le plus souvent remplacée, consciemment ou non, que par la soumission aux modèles implicites que fournit la réalité

quotidienne, notamment par l'entremise des médias. Un conformisme immanent, horizontal, lié, comme le phénomène de la mode, à la généralisation de modèles particuliers, succède alors au conformisme vertical qui résulte de la reconnaissance sociale de valeurs universelles transcendantes.

Or au Québec, la pente individualiste de l'idée d'autonomie fut d'abord contrariée par la dynamique culturelle issue de la rencontre momentanée de deux logiques distinctes. La première, que nous connaissons, était tout simplement l'affirmation bruyante de l'Universel moderne qui installait l'espace social par excellence du politique comme le lieu par où transformer la société en fonction des valeurs nouvelles. La seconde consistait en ce qu'on peut appeler l'effet collectif de l'exigence d'autonomie. Celle-ci en effet, bien qu'éprouvée par l'individu, le dépasse logiquement pour englober l'entité collective où se définit une part essentielle de son identité. Le fait majeur apparent de la culture québécoise restera donc pour un temps l'influence réciproque de ce nationalisme culturel centré sur l'éloge du particularisme québécois et d'un nationalisme politique modernisateur et progressiste. Les événements marquants de la scène culturelle et politique des années soixante-dix paraissent tous marqués par cette rencontre, dont le lieu naturel fut bien sûr le mouvement nationaliste, porteur à la fois d'un projet politique d'indépendance pour le Québec comme moyen privilégié de réalisation d'un vaste projet de société, et d'une revalorisation de l'identité québécoise où n'apparaît plus nécessaire la référence à un modèle et à des valeurs étrangers au contexte local.

Ce contexte particulier permettait, voire magnifiait, sous l'impulsion et à l'ombre d'un projet politique, un effet collectif d'auto-justification sans précédent de l'identité nationale. Le Québec de la fin des années soixante, sous l'influence de ces artistes, de nombreux intellectuels et du climat culturel occidental de l'époque, entre en effet dans la contemplation et l'exaltation de son moi collectif. Non plus, comme par le passé, en référence à un universel religieux et à la France - et à travers elle en référence à des valeurs à vocation universelle - mais très largement contre ce lien. Après s'être complus, dans un effort pour revaloriser leur particularisme en Amérique du nord, dans un statut de colonie culturelle de la France, les Québécois, dans une certaine mesure, vivaient leur libération. Les scènes de théâtre comme les salles de classe évacuèrent souvent avec un contentement iconoclaste les modèles d'hier, oeuvres, livres, formes linguistiques. Le symbole de cette transformation restera le passage, par la gauche intellectuelle, d'une critique radicale du joual, vu d'abord comme signe d'aliénation, à sa récupération enthousiaste et pointilleuse doublée d'une critique tout aussi radicale du français trop châtié, lui-même devenu à son tour signe d'aliénation...

L'équilibre actuel

La décennie soixante-dix ne faisait en un sens qu'achever et porter à leur limite extrême les effets de transition entraînés par la modernisation de la société et de l'identité québécoises. La surenchère progressiste s'épuisait rapidement, et avec elle une grande partie du militantisme et de la gauche politique, avec l'installation effective du Québec dans la modernité. On prit conscience que la surenchère dans la quête d'un

particularisme québécois absolu risquait d'aboutir au cul-de-sac d'une culture misérabiliste. Déjà avant 1980 s'était amorcé un certain désinvestissement de la scène politique par les intellectuels, qui s'approfondira et se généralisera après l'échec du référendum.

Car ce n'est qu'une fois retombées les passions du grand face à face de 1980, où culminaient deux décennies de transition accélérée, qu'apparaîtra clairement au Québec l'effet individualiste de la modernité. Un nouvel équilibre social, constamment aiguillonné par les valeurs d'égalité des chances, d'autonomie et, en conséquence, de concurrence, avait bel et bien remplacé l'équilibre antérieur du Canada français traditionnel, centré sur ce modèle d'institution sociale totale qu'était l'Eglise. "Mon non est québécois", avaient clamé par ailleurs les adversaires du projet souverainiste du référendum. Signe ultime, en un sens, de l'achèvement de la transition qu'avaient connu les Québécois jusque dans la définition de leur identité, dans leur perception d'eux-mêmes et des autres. L'échec de 1980, puis l'épisode constitutionnel de 1982 et enfin la crise économique, contribuèrent bien sûr pour plusieurs à donner une couleur amère à cette modernité sans enthousiasme, si ordinaire comparée aux exaltations récentes. Dans une culture longtemps et profondément communautaire, où les valeurs de solidarité avaient été réaffirmées par la gauche nationaliste, l'effet individualiste de la valorisation de l'autonomie avait de quoi désabuser. Il fallait de plus prendre conscience que la victoire tant souhaitée sur les contraintes d'une Tradition qui encerclait autrefois l'individu dans tous les aspects de la vie se payait d'un certain désenchantement du monde, qu'accueilleraient avec cette pointe de cynisme mi-amusé, mi-inquiet, les personnages hautement symboliques du *Déclin de l'empire américain*.

Toutefois, ceux qui désespéraient alors devant l'effacement apparent du nationalisme québécois n'avaient pas à s'en faire. Certes on ne risque guère de le retrouver sous sa forme précédente où il était pour la majorité de ses tenants indissociable de l'idée vague et généreuse d'un vaste projet de société porteur des valeurs de progrès et de justice. Mais même dissocié de tout idéalisme, le nationalisme ne meurt pas sous l'effet des valeurs modernes, puisqu'au contraire il en épouse jusqu'à un certain point l'orientation. La collectivité nationale puise le renforcement de son importance symbolique de l'affaiblissement des autres collectivités de référence, famille, paroisse, village, etc. Et comme l'individu, chaque nation se fait pointilleuse de son autonomie, ne considérant bientôt acceptable d'en céder que la part exigée par les impératifs de l'intérêt.

Mais arrêtons ici cette description pour tâcher d'apercevoir les avantages, les défis et les risques particuliers à notre époque. Les propos antérieurs nous invitent à le faire en nous restreignant à ce qui fut le fil conducteur de cet article, le lien du Québec à la France. Ni sa nature ni son importance ne sont ce qu'ils étaient pour le Canada français traditionnel ni pour le Québec des années soixante et soixante-dix, et c'est tant mieux. Peut-être pour la première fois depuis un siècle et demi, le Québec a depuis dix-quinze ans des relations à peu près normales avec la France, sans mythologie compensatoire, ni admiration béate, ni dévouement, ni rancœur exagérée. L'âge du joul comme

symbole de décolonisation est derrière nous. Deux nations modernes échangent entre elles selon leurs intérêts respectifs, leurs goûts et leurs inclinations. Bien sûr la taille, le passé et la situation de chacune pousse le Québec à continuer de se tourner vers la France plus que l'inverse. Mais si celle-ci nous semble toujours un allié pour défendre une langue sur laquelle repose désormais l'essentiel de notre particularisme en Amérique du nord, c'est bien plus parce qu'elle représente un espace de communication et un marché importants qu'une Idée à vocation universelle. Tout compte fait, le bilan sur ce plan paraît positif, signe d'une maturité nouvelle.

Toutefois, un angle différent laisse apparaître un autre aspect de ces nouvelles relations du Québec à la France. Elles sont normalisées, disions-nous. Mais cette normalisation, dont nous avons montré le côté positif, apercevons-nous toujours assez qu'elle repose aussi pour partie sur une banalisation de ce que la France avait toujours représenté malgré tout, d'une banalisation de la pensée comme telle, c'est-à-dire du lieu même de l'Universel ? Car ce n'est pas seulement la référence à la France comme source et modèle d'idées générales, de conceptions du monde et de l'histoire qui a régressé, c'est en un sens l'idée même, la volonté et la réalité de débats publics sérieux sur des questions essentielles. A déchu du même coup l'importance du politique comme lieu d'ouverture où la société se considère elle-même, comme lieu d'ouverture à des valeurs grâce auxquelles elle se remet en question et se réapproprie, par le discours et l'action, une verticalité que la tradition assurait pour sa part sur le mode plus passif de la transmission. Au Québec, l'effet individualiste de l'idée d'autonomie ne semble plus compensée que par son effet collectif, par un nationalisme flou, sorte d'individualisme de groupe, peu soucieux d'idéal ni même apparemment de réflexion sérieuse, sans faux fuyants, sur ses intérêts. Les raccourcis et la facilité des émotions collectives paraissent éclipser jusqu'à l'orgueil de penser par soi-même, pourtant lui aussi l'une des pentes possibles de la

L'âge du joul comme symbole
de décolonisation est
derrière nous.

valorisation de l'autonomie.

Il semble plus que jamais important de réfléchir aux conditions qui permettront aux sociétés modernes de dépasser l'oscillation entre un éloge de tous les particularismes individuels et collectifs et la communion momentanée de conformismes émotifs. Une de ces conditions pourrait bien être le maintien d'une volonté intellectuelle de forcer à la révision des évidences apparentes. Cette volonté implique, aujourd'hui comme toujours, l'union de l'intelligence et du jugement, et donc de ne se contenter ni du confinement académique et d'ailleurs illusoire à l'observation des faits, ni du moralisme facile de la critique plaintive et irresponsable. À cet égard, il ne serait peut-être pas totalement inutile qu'au Québec, dépassant certains agacements, on sache s'inspirer encore sur ce plan de l'exemple français.✍

L'anglophone et les deux nationalismes

GEORGE TOMBS

L'anglophone fait-il partie de la «nation» québécoise? Autrefois considéré plus britannique que canadien, aujourd'hui plus canadien que québécois, l'anglophone demeure quelque part aux confins de l'imaginaire nationaliste. Appréhendé au niveau individuel sans animosité, il appartient néanmoins à une communauté suffisamment distincte pour rester en-dehors du schéma nationaliste «un pays, une langue, une culture». Sans oublier que lorsqu'on évoque «société, collectivité et peuple québécois», comme synonymes de «nation», on ne pense guère aux «Anglais».

On aimerait pouvoir dire, à l'exemple du général De Gaulle dans un autre contexte, «est Québécois qui veut l'être.» Point final. À ce titre, appartenir, ce serait surtout en avoir envie. Mais ce n'est pas si simple.

Les anglophones veulent-ils être Québécois? Cela dépend de la définition qu'on donne à ce terme. Selon la définition plus large, est Québécois qui fait sa vie ici. L'individu n'a rien à prouver. Il peut être Québécois à sa

En fait, il y a au moins deux nationalismes au Québec. Bien que très différents l'un de l'autre, ils sont parfois prêts à faire la paix pour des raisons tactiques.

façon, et même Canadien, Américain ou Français en même temps. Selon la définition conditionnelle, en revanche, qui est bien plus courante qu'on voudrait nous le faire croire, est Québécois qui adhère au mouvement nationaliste, voire même souverainiste. Cette énorme condition revient à exclure une bonne partie de la population.

En fait, il y a au moins deux nationalismes au Québec. Bien que très différents l'un de l'autre, ils sont parfois prêts à faire la paix pour des raisons tactiques. Le premier accepte le caractère à prédominance française du Québec. Néanmoins, il s'appuie sur des citoyens bâtisseurs d'une société moderne, qu'il rassemble librement, sans devoir en distinguer l'origine ethnique. C'est la nation élective, une nation sans frontières.

L'anglophone passe là où il veut avec une relative aisance.

Le deuxième, enraciné dans une nation organique, trouve au Québec un caractère unique, une seule langue, une seule culture, une grande homogénéité ethnique, ainsi que des traditions communes. C'est une nation qui a besoin de séparer, voire de polariser, la gent humaine en communautés bien démarquées. L'anglophone, trébuchant constamment sur sa langue, y est minoritaire voire absent.

À vrai dire, ce Québec a de la difficulté à sortir de son exclusivisme, à se regarder avec les yeux des autres, puisque pour maintenir sa cohésion, il doit voir planer des dangers intérieurs et extérieurs. Alors on les fait apparaître. Cette société autarcique court le risque d'asphyxie.

Un problème en profondeur

Afin de bien saisir la situation actuelle des anglophones du Québec, il faudrait toutefois laisser de côté pour le moment la panoplie d'arguments de surface - les chicanes, les personnalités publiques, les sondages, l'analyse instantanée des commentateurs télé, la pensée rituelle de la plupart des chroniqueurs, ainsi que les propositions constitutionnelles pour explorer à leur place les méandres de la psychopolitique.

Car la problématique «des Anglais», vieille d'au moins deux siècles, si ce n'est d'un millénaire, se situe à ce niveau-là, dans le jaillissement inattendu de fantasmes, de passions et de nostalgies refoulés, dans le resserrement de part et d'autre de frontières imaginaires, dans de puissants mythes nationalistes qui ont plus d'éclat que de naturel.

Bien entendu, les anglophones eux-mêmes ne sont pas étrangers au réflexe tribal. Il y a quelques années, deux psychiatres américains, Richard C. Robertiello et Diana Hoguet, publiaient un ouvrage mi-humoristique mi-sérieux, *The WASP Mystique* [Donald I. Fine, Inc., New York, 1987]. Selon les auteurs, la mentalité des «White Anglo-Saxon Protestants» - fruit du système de classes britannique et de l'éthique protestante du travail - a fini par devenir le sine qua non de la réussite en Amérique. À tel point que des Noirs, des Italiens, des Latinos, s'habillent tous chez Ralph Lauren et veulent passer pour des WASP.

Ce code, mélange d'abnégation de soi, d'amour-propre, d'épargne de l'argent comme des émotions, le tout coiffé d'une assurance de la discrète supériorité morale du WASP, est depuis longtemps un modèle pour l'Amérique. Ainsi,

dévalorise-t-on des attributs à l'occasion valorisés par d'autres codes de comportement: l'émotivité, l'extravagance, l'ambition et la sexualité manifestes, l'égoïsme, la perte du contrôle de soi, etc.

Est-il besoin de dire que le code WASP a été un modèle au Canada aussi? Il l'est, à mon avis, de moins en moins. Voilà qui a enragé, et à juste titre, beaucoup de francophones. Jusqu'à tout récemment en effet, l'adoption de ce code de comportement, encore plus que la maîtrise de l'anglais, était devenue nécessaire pour avancer au Québec.

Quiconque a fréquenté tant soit peu la communauté anglophone sait que la mentalité WASP comporte de sérieux handicaps culturels. Par exemple, la fréquente négation des problèmes internes et externes. Le mutisme de la communauté anglophone, face aux revendications nationalistes, n'a pas donné grand chose. Le légendaire refus des anglophones de participer au groupe, cette attitude distante chez certains d'entre eux, est probablement dû à la timidité, à la pudeur, ou à la peur tout simplement.

Pour en revenir à nos deux psychiatres, «les WASP tendent à parler des faits et des choses: ils ne communiquent pas l'un avec l'autre.... L'on peut passer énormément de temps en compagnie des WASP, sans avoir d'idée précise de ce qu'ils peuvent ressentir, surtout envers d'autres personnes.»

C'est pourquoi la colère de Robert Libman, Charles Taylor, Reed Scowen ou Peter Blaikie fait les manchettes de la presse. La colère ne devait-elle pas être le propre des francophones?

La construction d'un mythe

Depuis quelque temps je note les remarques que l'on me fait au sujet des anglophones du Québec. En voici quelques-unes. La liste n'a rien de scientifique.

Les anglophones expriment trop peu leurs sentiments, mais lorsqu'ils les expriment, c'est toujours trop. Ils sont trop individualistes, mais cela ne les empêche guère d'avoir des instincts tribaux. Ils n'ont aucun attachement profond et émotif pour la langue anglaise, mais ils sont vraiment agaçants lorsqu'ils insistent pour l'utiliser publiquement au Québec. Ils ne font aucun effort pour apprendre le français, mais leur bilinguisme est inacceptable. Ils sont plus riches que les francophones, mais regardent avec dédain les nombreux pauvres chez eux. Ils n'ont que du mépris pour le Québec, mais s'en réclament avec trop de véhémence. Ils n'ont rien appris et rien oublié. En fait, ils ont tout oublié: leur adaptation est inutile, car elle survient trop tard. Et même si, individuellement, ils sont plutôt agréables à vivre, pris en groupe ils sont la source de tous les maux d'une société, à la construction de laquelle, convenons-en, ils ont quand même participé.

Décidément, nous sommes en présence d'une blessure profonde! Y sont mêlés des jugements subjectifs, des craintes, des présomptions, des constatations, des bribes de discours politiques, la conviction que les nouvelles règles nationalistes du jeu sont menacées, de même que des interprétations de l'histoire. Et dès qu'on isole certains de ces commentaires, pour mieux les vérifier, on commence à avoir de sérieux problèmes.

«Le mépris des anglophones n'était-il pas amplement démontré par le piétinement du drapeau québécois à

Brockville en septembre 1989?» - Mais c'était un coup monté par des mécontents de l'APEC, en l'occurrence une poignée de retraités ontariens originaires du Québec. Cet événement médiatique fait sur mesure, a été manipulé par la suite par Radio-Canada, à partir de février 1990 seulement, soit cinq mois plus tard, à des fins évidemment politiques, pendant ce qui devait être le «sprint final» de l'accord du Lac Meech. Voilà plutôt une lourde méprise.

«La richesse des anglophones n'est-elle pas sans cesse

Ce code, mélange d'abnégation de soi, d'amour-propre, d'épargne de l'argent comme des émotions, le tout coiffé d'une assurance de la discrète supériorité morale du WASP, est depuis longtemps un modèle pour l'Amérique.

démontrée par l'orgueilleuse existence de Westmount et du West-Island, sans oublier qu'elle est maintes fois confirmée par des reportages ici et là? — Tout à coup, les 110 000 anglophones vivant en-dessous du seuil de la pauvreté disparaissent pour ainsi dire de vue (le pourcentage de pauvreté est sensiblement le même que chez les francophones: 19% au Québec). De même que les études indiquant qu'il n'y a, en moyenne, plus de différence économique entre les deux communautés, lorsqu'on tient compte de l'âge et de la scolarité. Evidemment, les grandes fortunes n'ont pas disparu, loin de là. D'après l'économiste François Vaillancourt, le bilinguisme croissant des anglophones (près de 60% de bilingues fonctionnels) commence à avoir une incidence économique, clairement identifiable dans les statistiques de masse. Ce bilinguisme offre à la communauté un avantage qui remplace l'avantage structurel de jadis. [François Vaillancourt, *Langue et disparités de statut économique au Québec 1970 et 1980*, Office de la langue française, 1988]

«La politique québécoise du développement culturel, livre blanc de Camille Laurin, notait, il y a treize ans, le nombre disproportionné de postes de radio et de télévision de langue anglaise au Québec. Jacques Parizeau y fait référence de temps à autre.» — Le principal poste commercial de télévision, CFCF, est contrôlé par un francophone, Jean Pouliot. C'est notamment grâce à CFCF que M. Pouliot parvient à garder à flot sa très déficitaire Télévision-Quatre-Saisons. De même, les deux principaux réseaux de câble (CF Câble de Jean Pouliot et Vidéotron d'André Chagnon) donnent à CFCF et à tant d'autres chaînes de langue anglaise leur extraordinaire rayonnement à travers le Québec. Le câble atteint deux foyers sur trois dans la province.

Il existe bien sûr et ce, sur quelques points précis, une attitude nationaliste favorable envers les anglophones. Avec le recul, j'ai du plaisir à relire ce passage du livre blanc du Dr. Laurin. [v. 1, p. 68]

«La communauté anglo-québécoise a cultivé ici certaines valeurs qui ont fait à bon droit la réputation de la

contribution britannique au patrimoine de la civilisation universelle: le sens de la responsabilité individuelle, l'importance du rôle social des associations volontaires, des groupes intermédiaires et des groupes de pression, l'importance des gouvernements locaux pour la prise en charge des responsabilités qui concernent le citoyen dans sa vie concrète et quotidienne.»

L'utilité politique des mythes

Il m'arrive souvent de me heurter aux mythes. Je dirais même que je cherche à les confronter chez les autres, et, à l'occasion, en moi. «Mais vous ne correspondez pas du tout à l'idée que je me faisais des anglophones,» m'a-t-on dit d'innombrables fois. Comme si la nature se devait d'imiter l'art.

Jusqu'à présent, personne n'a été en mesure de me confirmer qui, justement, peut bien correspondre à «cette idée qu'on se fait des anglophones». La correspondance demeure anonyme et généralisée, alors que les cas individuels susceptibles de réfuter cette correspondance passent pour des anomalies ou de l'excentricité. L'idée elle-même paraît assez claire.

Il s'avère que les préjugés négatifs sont d'une grande utilité en politique. Ils conditionnent les comportements publics. Ainsi, dans le numéro de juillet 1991 de *The Atlantic Monthly*, David Lawday écrit ceci: «Connaitre son ennemi. Voilà depuis toujours, et encore aujourd'hui, le fort national de la Grande-Bretagne. Margaret Thatcher offrait à son peuple une Europe à détester, jusqu'au jour où, aux yeux de ses princes politiques, son préjugé paraissait avoir des effets contraires.»

Mme Thatcher puisait sa popularité directement dans la pensée mythique, dans la mémoire transmise presque inconsciemment de la catastrophe de Hastings, de l'Invincible Armada, et de la Bataille aérienne d'Angleterre. Pour maintenir l'insularité de son électorat, elle savait toute l'importance d'édifier des murs autour de ce dernier, d'exploiter sa peur de la différence, à l'aide d'une puissante imagerie.

Ce qui n'est pas sans rappeler certains nationalistes de chez nous. La pensée mythique habille le monde d'images souvent viscérales, ces dernières faisant appel indirectement à la raison et bien directement aux émotions.

Des mythes bien de chez nous

Premier exemple. «Le Québec vieillit,» disait sur un ton maussade Lise Payette, lors de l'émission *Disparaître*. «Il y a même des gens pour dire que nous allons disparaître. Est-il trop tard pour éviter le déclin?». Le téléspectateur devait comprendre par là que «le Québec» voulait dire «nous», francophones de vieille souche. Avec un vague pressentiment de la fin du monde, on voyait apparaître alors l'horrificante introduction de parasites et de corps étrangers en sol québécois, alors que le bon, le vrai peuple, lui, risquait de sombrer dans le néant.

À l'époque post-religieuse, l'enjeu est grandiose: on n'a plus de foi, alors la mort et le néant recouvrent une même réalité. [Il faut lire à ce sujet Mircea Eliade, *Mythes, rêves et mystères*, Gallimard, Paris, 1957.] Au niveau de la conscience, de nombreux commentateurs ont crié «non» à la vision de *Disparaître*. Ce qui n'a pas empêché ce

documentaire d'avoir un impact durable au niveau inconscient.

Deuxième exemple. L'année dernière, le vice-président du Parti Québécois, Bernard Landry, m'a dit ce qui suit. «Vous, les anglophones, contrôlez toute l'Amérique au nord du Rio Grande, à part le Québec. Partout ailleurs, tout se passe en anglais. Au Québec, nous avons l'image plutôt d'un Québec français.» Afin de disqualifier les revendications linguistiques des anglophones du Québec, une communauté bien enracinée, dont la langue est connue de plus de 40% de

C'est pourquoi la colère de Robert Libman, Charles Taylor, Reed Scowen ou Peter Blaikie fait les manchettes de la presse. La colère ne devait-elle pas être le propre des francophones?

la population, le nationalisme québécois rappelle la dangereuse primauté mondiale d'un pays étranger.

On oublie que l'Anglo-Québécois n'est ni Californien ni Texan. Il habite Montréal-Ouest, Lennoxville ou la Basse-Côte-Nord, pas Manhattan. George Bush ne va pas l'aider à maintenir ses institutions communautaires.

Troisième exemple. Dans son livre *Le Québec, un pays, une culture*, Françoise Tétu de Lapsade écrit ceci [Boréal, 1990, p. 102]: «Il n'est pas étonnant que les francophones se sentent en danger, ils se mettent donc sur la défensive et développent des réactions que la frustration peut rendre violentes. Les anglophones d'origine britannique (400 000) font face eux aussi à des sentiments d'inquiétude et de frustration. Ils sont les conquérants, ils ont toléré pendant des années ces gens qui les empêchent de vivre en anglais comme ailleurs au Canada»

Assurément, pour frapper les anglophones d'aujourd'hui de discrédit, on ne peut faire mieux! A tout conquérant, tout honneur.

Des mythes qui font mal

M. Scowen, nouveau président du conseil d'Alliance-Québec, m'a dit cette année «qu'il est parfaitement futile d'essayer de faire reconnaître nos droits dans la législation ou d'encourager la communauté francophone à changer ses idées sur nous.»

De nombreux anglophones se demandent aujourd'hui pourquoi leur évolution tranquille depuis vingt ans est si peu connue des francophones. Pourquoi en milieu nationaliste feint-on d'ignorer leur bilinguisme, par exemple? On devrait inviter les Anglo-Québécois aux Sommets de la Francophonie. Parlent-ils moins bien le français que les Guinéens équatoriaux, les Égyptiens, les Laotiens, ou les habitants de Ste-Lucie, qui sont pourtant représentés à la table du sommet?

Après tout, la promotion de la langue française ne devait-elle pas être l'enjeu fondamental au Québec? Ne serait-il pas raisonnable de saluer sans équivoque l'adaptation des anglophones, et même de les encourager à participer au

travail de renforcement et de développement de la langue française?

En réalité, les nationalistes qui ne reconnaissent toujours pas le bilinguisme d'un grand nombre d'anglophones, trouvent probablement que cela ne les regarde pas. Voilà un ajout, mais rien de fondamental. Le bilinguisme des anglophones ne leur sert à rien, d'autant qu'il semble offrir aux «blokes» des avantages économiques: voilà un effet tout à fait prévisible de la loi 101. D'ailleurs ce bilinguisme ne doit pas faire oublier l'opposition des anglophones à l'unilinguisme français.

Certes, le nationalisme électif dirait «bravo». Quant au nationalisme ethnique, il n'est guère là pour défendre le français dans l'abstrait. Il est là pour défendre «notre» français, indispensable patrimoine d'une société particulière, organique et donc périssable: le Québec.

«La bataille du français n'est pas gagnée pour autant: c'est une lutte journalière,» écrit de nouveau Françoise Tétu de Labsade [p 106] (pour laquelle l'abbé Lionel Groulx était un homme de générosité et d'une intelligence articulée). «Le Québec francophone représente à peine 2,4% du continent nord-américain anglophone; 6,5% des Québécois sont encore incapables en 1988 de s'exprimer dans la langue de la majorité.»

6,5%, une menace? Alors, 93,5% de «francophones» ne suffit pas? Qu'est-ce qu'il faut? 96%? 99%? La question demeure sans réponse, car le nationalisme ethnique cultive l'insécurité.

De plus, certains animateurs souverainistes de radio essaient de complexer leurs auditeurs, en les traitant de lâches, d'incapables, d'abrutis, de crétins, de vauriens et ainsi de suite. Ce langage grossier n'est pas sans rappeler l'abbé Groulx et d'autres du même genre. En projetant ces insultes, par ventriloquie idéologique, dans la bouche des anglophones, on répand la triste et combien fausse croyance que les vrais Québécois, sans alliés ni défense, sont méprisés partout, y compris chez eux. Ces animateurs de radio sont prêts cependant à approuver l'auditeur à une condition: que le pauvre relève sa tête baissée et adhère corps et âme au mouvement souverainiste. D'après ce discours, l'anglophone, lui, est reconnu coupable jusqu'à preuve du contraire. Pris individuellement, chaque anglophone est l'exception à la règle. Mais pris ensemble, sans le savoir, sans le vouloir, ils sont l'ennemi.

On me dira que cette stratégie n'est pas cautionnée par le mouvement souverainiste dans son ensemble. C'est vrai. Mais personne ne la condamne, car elle donne de si beaux résultats....

Comment appartenir à une nation ethnique?

Les conditions imposées par le nationalisme ne s'arrêtent guère là. Nous entrevoyons de nos jours l'émergence d'une nouvelle attitude: la «tolérance conditionnelle», jumelle de l'identité conditionnelle évoquée plus haut. Ainsi, de nombreux souverainistes maintiennent que les anglo-Québécois, la minorité la mieux traitée au monde, auront tout de même droit à une plus grande considération aux lendemains d'une éventuelle déclaration de souveraineté. Ce qui contredit implicitement la thèse de «la minorité la mieux traitée au monde».

Daniel Latouche, dans un article paru le 11 septembre

dans *The Montreal Gazette*, va encore plus loin. Il estime qu'un Québec souverain serait contraint par la communauté internationale d'améliorer le statut de sa minorité d'expression anglaise. D'après l'ex-adjoint de René Lévesque, une province peut se permettre des restrictions linguistique, là où un État nation doit faire preuve de générosité. Après l'accession à la souveraineté, le seul cri de ralliement de la lutte nationale- renforcer la langue française au détriment de l'anglais- sera devenu gênant.

On oublie que l'Anglo-Québécois n'est ni Californien ni Texan. Il habite Montréal-Ouest, Lennoxville ou la Basse-Côte-Nord, pas Manhattan. George Bush ne va pas l'aider à maintenir ses institutions communautaires.

Le risque inhérent de cette attitude de tolérance conditionnelle, comme de toute la pensée souverainiste, est qu'elle a pour fondement «le miel dans l'autre monde»: de tranquillisants «peut-être», des assurances ne pouvant prendre forme que dans un avenir hypothétique.

Quelle garantie y a-t-il que ce doux roucoulement se traduira un jour en actes concrets? On pourrait tout aussi bien imaginer que les sacrifices économiques imposés par la souveraineté, de même que le départ de nombreuses familles et entreprises anglophones et francophones, serviraient rapidement de prétexte pour répandre, de nouveau, la thèse du mépris «anglais».

En fin de compte, démêler le vrai du faux dans l'imagerie mythique ne sert probablement à rien. Pour garder sa force d'attraction, le nationalisme ethnique aura toujours besoin de l'image du «maudit bloke», que ce dernier habite le Québec, se confonde avec un Canada anglais massif et sans visage, ou soit associé à une Amérique unilingue et suffisante. Disparaître y ajoutait l'image du maudit immigrant, étranger non naturalisable. Le but du nationalisme n'est pas d'établir la véracité des idées dans l'abstrait, mais plutôt d'encadrer et de diriger une vaste communauté de gens unis par la voix, la force du sang.

On peut toujours espérer qu'entre-temps, la nation élective, nation sans frontières, prenne le dessus! Mais rien n'est moins sûr. Car, pour les anglophones du Québec, le verbe «appartenir» se conjugue le plus souvent au futur antérieur.

NOTE

1. Je tiens à remercier ici le statisticien de la pauvreté canadienne, l'auteur de *Données de base sur la pauvreté au Canada*, M. Richard Shillington, à qui je dois ces chiffres

Le Canada et la paix: Quand l'intérêt des faucons rejoint celui des Colombes

ANGÉLINE FOURNIER-TOMBS

«Il sera juge entre les nations, l'arbitre de peuples nombreux. Martelant leurs épées, ils en feront des socs, de leurs lances, ils feront des serpes. On ne brandira plus l'épée nation contre nation, on n'apprendra plus à se battre.» Isaïe (2.4)

Lorsqu'en juillet 1991 Mikhaïl Gorbatchev dévoilait au monde son ambition de convertir 80% de l'industrie militaire soviétique en industrie civile, il est apparu évident que pour certains pays la conversion est devenue une nécessité économique. C'est ce qu'avait d'ailleurs bien mis en évidence le Secrétaire Général de l'ONU Javier Pérez de Cuellar, qui déclarait en octobre 1990 que la «conversion est maintenant fermement sur l'agenda politique international.» Il ne se passe plus un mois sans qu'un pays industrialisé ne parle de coupures dans les budgets de la défense. A cela s'ajoute la réduction des marchés à l'exportation, ne laissant aux sociétés que peu d'alternatives pour maintenir leur compétitivité: devenir plus innovatrices par des investissements massifs et plus agressives sur le marché mondial, afin de rentabiliser leurs coûts, ou commencer un lent processus de conversion et de diversification.

La conversion, une utopie?

Mais parler de conversion de l'industrie militaire en industrie civile, dans un monde si interdépendant et en pleine mutation, où les pays du Golfe persique semblent naviguer à vue dans les dédales d'une paix fragile, et où l'exsuperpuissance soviétique essaie tant bien que mal de maintenir ensemble les morceaux de son empire à la dérive, peut apparaître pour certains une ancienne forme d'idéalisme, peu conciliable avec les contingences d'une politique internationale saine.

C'est oublier que, dans le passé, nous avons déjà réussi l'expérience. En 1944, un an avant la fin de la deuxième guerre mondiale, C.D. Howe, ministre des Munitions et de l'Approvisionnement sous Mackenzie King, fut nommé à la tête du nouveau Ministère de la Reconstruction et dirigea la rapide démilitarisation de l'économie canadienne, ramenant en quelques années la part militaire du PNB de 50% à 8%.

De même, le discours aujourd'hui a changé. Le temps semble révolu, où les prophètes de la conversion de l'industrie militaire semblaient prêcher dans le désert. C'était une poignée de pacifistes convaincus, de croyants de toutes confessions, et d'experts isolés, prônant les bienfaits incontestables qu'un pays en particulier, et le monde en général, pourraient tirer de la libération d'énergies humaines et financières qu'entraînerait une réorientation des budgets de défense vers les besoins civils plutôt que militaires. Ils

étaient écoutés avec scepticisme par ceux qui croyaient que pour se faire une place au soleil, mieux vaut frayer avec les faucons.

«Les dépenses militaires sont un poids mort sur l'économie; elles ajoutent peu de productivité, et absorbent les ressources vitales, humaines et physiques du secteur privé» affirme un haut fonctionnaire du gouvernement fédéral. Qui

La menace d'une rupture des républiques semble avoir poussé le pouvoir central à ramener en Russie la majeure partie de l'arsenal nucléaire par crainte d'attaques terroristes. Avec 90% de l'arsenal nucléaire soviétique sur son sol (estimé par le SIPRI à 26 000 têtes nucléaires), la République russe pourrait devenir une nouvelle superpuissance nucléaire.

ajoute: «Regardez la puissance des économies japonaise et allemande, qui n'ont pas été soumises à de grosses dépenses militaires depuis la deuxième guerre mondiale.»

La conversion est-elle un choix politique ou un choix économique? Et si, pour l'industrie canadienne, c'était un peu des deux?...

Mais qu'il s'agisse de l'Union Soviétique, des Etats-Unis, de l'Europe ou du Canada, chacun fait face à des problèmes qui lui sont propres.

La conversion soviétique, vraie ou fausse?

L'Union Soviétique a pris la vedette du discours pour la conversion, alors que nous digérons à peine les implications de la fin de la Guerre froide! La conversion de son industrie militaire est devenue une nécessité économique, mâtinée de stratégie politique. Il est vrai qu'elle a sorti le drapeau blanc dans l'espoir d'obtenir des crédits de l'Ouest. Mais la transition tant souhaitée à une économie de marché ne peut se faire tant que son industrie est essentiellement orientée vers la fabrication de biens militaires, comme cela a été le cas jusqu'à présent. C'est ce que préconisait le plan 'transition pour une économie de marché', mis sur pied en 1990, à la demande d'Eltsine et de Gorbatchev. La démilitarisation de 80% de l'économie y était présentée comme un des buts

principaux de la réforme devant démarrer en 1992. Malheureusement, l'ambition d'auto-financer partiellement cette réforme s'est vite effondrée, et la réponse prudente de l'Occident qui a exigé des réformes et des garanties plus concrètes avant de débloquer les 40 milliards de dollars demandés par les Soviétiques, a certainement refroidi les ardeurs. "Pas de chèque en blanc", vient de réaffirmer le président américain George Bush. La révolution interne qui a suivi le coup d'Etat manqué d'août va certainement accélérer le processus, mais a ôté bien des illusions sur la rapidité avec laquelle cette démilitarisation peut se faire.

Ainsi, la menace d'une rupture des républiques semble avoir poussé le pouvoir central à ramener en Russie la majeure partie de l'arsenal nucléaire par crainte d'attaques terroristes. Avec 90% de l'arsenal nucléaire soviétique sur son sol (estimé par le SIPRI à 26 000 têtes nucléaires), la République russe pourrait devenir une nouvelle superpuissance nucléaire. Une perte de contrôle du pouvoir central, ainsi que le danger de voir quelques-unes des 10% d'armes nucléaires restantes dans les diverses républiques tomber aux mains de groupes extrémistes, ne sont pas sans inquiéter les gouvernements occidentaux.

Les implications d'une conversion véritable de l'industrie soviétique sont quasiment inextricables car pour ce faire il convient de repenser les structures économiques de fond en comble. Pour l'Union Soviétique, la conversion signifie, dans la plupart des cas, une fermeture pure et simple des usines militaires et la reconstruction de nouvelles usines civiles : son économie manque de la flexibilité nécessaire à une conversion progressive, même si beaucoup de sociétés du domaine de la défense fabriquent des biens de consommation (100% des téléviseurs, machines à laver...). On peut estimer que le secteur de la défense fait vivre plus de 40 millions de personnes (familles incluses). Ainsi, la moitié de la population active de Léninegrad travaille dans ce secteur, soit 1 million de personnes. Dans certaines villes de l'Oural tous les employés d'usines, travaillent pour l'industrie de la défense. Plus encore, il faut inclure les militaires dans ce processus : 200 000 sont encore stationnés en Allemagne de l'Est, et l'armée Rouge compte 4 à 5 millions de soldats. Il y a donc un immense pas à franchir entre les déclarations d'intention des dirigeants soviétiques et la réalité d'une démilitarisation efficace⁽¹⁾.

USA: résister au chant de la sirène

Aux États-Unis l'avenir est loin d'être si sombre et la prospérité relative de l'industrie de la défense américaine rend l'idée de conversion davantage un choix politique qu'une nécessité économique : malgré une réduction de ses budgets de défense, les États-Unis sont de loin devenus les premiers exportateurs mondiaux d'armes⁽²⁾, en s'accaparant agressivement le marché du Moyen-Orient et de certaines régions du Tiers-Monde, à la grande frustration de compétiteurs européens qui parlent sérieusement d'une restructuration de cette industrie pour l'Europe de 1992. Il est vrai que la compétition est dure. Le gouvernement américain finance à 80% la recherche et le développement dans le domaine de la défense, contre 50% en Europe, alors que la recherche représente jusqu'à 20% du chiffre d'affaire de cette industrie. Si l'on prend le seul domaine de l'électronique de la défense, les sociétés américaines remportent treize des

quinze premières places mondiales. Les industries de défense américaines ont déjà amorcé un mouvement vers la restructuration de leurs forces, encourageant les sociétés non compétitives à se convertir dans le domaine civil, et ce au profit de plus grosses sociétés⁽³⁾.

A moins que les Japonais et les Allemands ne se lancent activement dans la course, les Européens seront sans doute le seul réel défi économique, dans le domaine de la défense, auquel vont devoir faire face les Américains dans les années à venir. Cloisonnée dans de petites entités étatiques, l'Europe ne représente pas un grand danger pour l'industrie américaine. Mais si elle réussit le grand virage déjà débuté de la restructuration de son industrie, dans les années à venir, elle pourra devenir un compétiteur de taille.

Malgré cela, les États-Unis mettent sur pied une politique globale d'aide à la diversification, bien modeste

Le gouvernement américain finance à 80% la recherche et le développement dans le domaine de la défense, contre 50% en Europe, alors que la recherche représente jusqu'à 20% du chiffre d'affaire de cette industrie.

toutefois : le Congrès américain vient de voter un crédit de 200 millions de dollars pour aider à la conversion, et le Secrétaire à la Défense a débloqué des fonds. Rien de très ambitieux, cependant, car la Guerre du Golfe et l'instabilité dans les républiques soviétiques militent plutôt en faveur des partisans d'une industrie forte. "Nous devons ne pas nous laisser séduire par le chant de la sirène," disait George Bush en septembre, dans une conférence de presse qui précisait qu'il ne prévoyait pas de coupures importantes dans le budget de la défense. Le seul espoir possible pour les avocats de la conversion sera peut-être une conversion très progressive, très lente, et méticuleusement négociée au niveau international.

Quel serait le rôle du Canada?

Dans ce contexte, pourquoi le Canada devrait-il travailler à une conversion progressive? Par idéalisme ou tout simplement par nécessité? Doit-il faire cavalier seul ou ne faire un pas dans ce sens que si d'autres accompagnent la danse? Faut-il se préserver du "chant de la sirène" et si oui, comment?

On peut trouver le terme "conversion" trop marqué idéologiquement. Dans ce sens, l'industrie militaire serait radicalement convertie en industrie civile, par une décision politique. Peu viable économiquement et peu réaliste, même pour ceux qui rêvent d'un monde sans violence.

Plus fréquemment, et c'est dans ce sens que nous l'utiliserons, l'idée de conversion recouvre une réalité plus complexe, ayant pour but de diminuer la dépendance de certains secteurs vis-à-vis de la fabrication et de la commercialisation de matériel militaire. Elle passe donc avant tout par la diversification des industries, qui

éventuellement cesseront complètement leurs activités de fabrication de biens dans le domaine de la défense. Ceci ne peut se faire qu'avec l'implication du gouvernement, comme nous le verrons plus loin, et prend diverses formes: diversification des biens fabriqués, réorientation des fonds alloués à la recherche et au développement du "militaire" au "civil", développement des technologies à usage double... La préparation de la conversion permet d'éviter des fermetures d'usines ou de bases militaires trop rapides, laissant de petites communautés, dont l'économie n'est pas diversifiée, absorber seules les coûts des pertes d'emplois et d'activité.

Conversion n'est pas non plus synonyme de désarmement, bien que la première milite pour le deuxième. Le Canada a des engagements internationaux (OTAN, NORAD...) qu'il doit avoir la capacité militaire de remplir. Ainsi, tout pays qui travaille à la conversion totale ou

Conversion n'est pas non plus synonyme de désarmement, bien que la première milite pour le deuxième.

partielle de son industrie militaire, doit aussi participer activement aux négociations internationales sur le désarmement: tels les participants d'un grand bal, chacun se demande qui fera le premier pas. Laissons-nous aux Soviétiques l'honneur de la première valse, alors que personne n'est bien sûr ni de leurs intentions réelles, ni de leur capacité à mener à bien leur plan, ou saisissons-nous l'occasion pour montrer que pour une fois une conversion planifiée est salubre, surtout lorsque les circonstances économiques l'exigent.

L'industrie canadienne de la défense est assez modeste: 200 000 employés dans un secteur estimé à 8.8 milliards de dollars ⁽⁴⁾. Mises à part quelques histoires de succès, cette industrie n'est ni très prospère ni très prometteuse.

Il arrive parfois que les forces du marché se chargent de résoudre une partie de la question. Ainsi, pour les sociétés dans le domaine de l'aérospatiale, la diversification, premier pas vers la conversion, est relativement aisée, compte tenu de l'extraordinaire développement de ces marchés: *Boeing Canada*, *McDonnell Douglas Canada*, *Dowty Canada*, semblaient avoir réussi avec succès le passage de la fabrication des composants pour des avions militaires, à la fabrication de composants pour des avions civils. La compagnie *Marconi Canada*, dont le marché est à 80% dans le domaine de la défense et 20% dans le domaine civil, songe sérieusement à réduire la proportion de sa production militaire. De même *Canadair* développe-t-elle ses activités dans l'aéronautique civile.

Mais, à l'inverse, les exemples de sociétés dans le domaine de la défense obligées de fermer leurs portes, faute de marchés, ne manquent pas: on pouvait en 1990 constater la fermeture de deux usines pour *Astra Pyrotechnique* (120 emplois), la fermeture de l'opérations montréalaise de plaquettes de circuits imprimés de la compagnie *Marconi Canada* (130 emplois), et de *MIL Vickers de Montréal*, dont l'usine fabriquait entre autres, des composants pour les sous-

marins nucléaires américains *Trident* (400 emplois)⁽⁵⁾. Sans compter les sérieuses difficultés rencontrées par la filiale canadienne du géant suisse, *Oerlikon Aérospatiale*.

L'industrie de la construction navale militaire a, elle aussi, un avenir bien sombre: au chantier naval de Sorel, le groupe MIL sous-traite la moitié du travail de construction de douze frégates commandée par la marine canadienne, en 1983 et 1987, à la *St-John Shipbuilding*. Une fois son travail achevé en 1995, MIL n'a que peu d'espoir d'avoir de nouveaux contrats, ce qui entraînera nécessairement une réduction des activités du chantier, si ce n'est sa fermeture totale. Et la bataille juridique sans fin entre les deux chantiers a pour but inavoué d'éliminer la compétition, dans un marché où une restructuration des chantiers navals est en cours et pour lequel les experts prévoient que seulement la moitié des chantiers actuellement au Canada est nécessaire pour remplir la demande dans les dix prochaines années ⁽⁶⁾!

De plus, un rapport du Ministère de la Science et de la Technologie d'août 1991 fait un portrait à peine plus reluisant de l'avenir de l'industrie canadienne de la défense dans le domaine de l'électronique ⁽⁷⁾: cette industrie, qui a généré 2.3 milliards de dollars de revenu en 1989, produit et fabrique des logiciels de commande de tir, des systèmes de guidage de missiles et des radars. Elle doit faire face à une réduction des marchés américains et européens, ainsi qu'à une compétition redoutable.

Éviter la dépendance

Il est intéressant de constater que même si le Ministère de la Science et de la Technologie pousse ces sociétés à se diversifier afin d'augmenter leurs chances de survie, il insiste surtout sur la nécessité d'encourager des programmes de recherches "plus agressifs" au niveau des universités, auxquels les petites sociétés auraient accès, ainsi qu'une aide gouvernementale plus substantielle, visant à développer l'industrie de la défense dans le domaine de l'électronique. S'il faut admettre, comme le mentionne le rapport, que les dirigeants de filiales américaines et européennes investissent ailleurs qu'au Canada, car ils ne le "considèrent pas actuellement comme un grand investisseur dans le domaine des technologies de base", il est dommage que ce même rapport encourage une plus grande implication du gouvernement dans ce secteur. Car c'est un cercle vicieux: plus le gouvernement investira dans un secteur, plus ce dernier sera dépendant.

Il ne s'agit pas ici de négliger le caractère indispensable de la Recherche et du Développement dans laquelle le gouvernement et les sociétés doivent investir massivement à l'aube du 21^{ème} siècle. Mais est-il vraiment nécessaire de le faire dans les industries militaires, surtout lorsque l'on sait que les technologies militaires, devenant de plus en plus sophistiquées, vont être de plus en plus difficiles à convertir dans le civil? Pourquoi ne pas aider ces mêmes sociétés à franchir le pas vers la conversion et investir ces mêmes sommes dans la recherche civile?

Le véritable défi devra très certainement consister à réorienter le potentiel scientifique et technologique de l'industrie de la défense. Plus on attend longtemps, plus la pile sera dure à avaler.

"Il faut éviter de rendre l'industrie canadienne dépendante de l'armement. Les besoins de l'industrie

militaire dépassent souvent largement les besoins civils," mettent en garde certains experts qui préconisent la réorientation des fonds affectés à la recherche militaire à des recherches très coûteuses et trop risquées vers des sociétés "civiles", telles les nouvelles formes d'énergie, comme l'énergie solaire.

Lorsque dans les années 1960 le gouvernement américain fit un appel d'offres pour la construction d'un avion transporteur de troupes et de matériel militaire, trois sociétés se retrouvèrent en compétition après avoir investi d'énormes sommes dans la recherche pour le développement de ce nouveau type d'avion. La société Lockheed remporta le contrat et construisit le fameux Galaxy C5A. Mais cela n'empêcha pas les deux autres sociétés de fabriquer, moyennant quelques changements, l'une le Boeing 747 (société Boeing) et l'autre le DC 10 (McDonnell-Douglas).

Mais lorsqu'en 1990 le Secrétaire à la Défense américain fit un appel d'offres pour la construction d'un avion de combat de technologie avancée, les spécifications étaient plus complexes: le nouveau produit devait inclure la technologie du *Stealth*, des matériaux très avancés qui absorberaient les rayons des radars de détection, résistant à une très grande vitesse... Deux groupes se sont retrouvés en compétition: d'une part ATF et McDonnell-Douglas et d'autre part Lockheed et Boeing. Le premier remporta le contrat. Il est peu probable que le deuxième puisse utiliser les résultats de ses recherches: les matériaux sont trop coûteux et les composants trop sophistiqués pour une utilisation civile. Pour les sociétés elles-mêmes, ce n'est pas très gênant, car, bénéficiant de subventions à la recherche, elles développent souvent une expertise qui leur donne une longueur d'avance sur leurs concurrents quand elles décident de se diversifier. Mais plus problématiques sont les énormes sommes, qui sont ainsi englouties dans des recherches qui ne donnent pas toujours les résultats escomptés, mais qui sont nécessaires au maintien de la compétitivité des industries militaires.

Témoin encore cette recherche commandée par la défense américaine qui, pour la guerre du Golfe, voulait avoir un ordinateur, utilisable sur les chars d'assaut, dans le désert, par très haute température, résistant aux chocs les plus violents, au sable et au vent chaud. Bref, un usage pas très "civil". Devant l'énormité du coût de revient, les militaires se sont rabattus sur des ordinateurs civils, qu'au lieu de réparer, ils envoyaient à la casse et remplaçaient au fur et à mesure... La leçon est claire: la recherche et le développement dans le domaine militaire mèneront à une expertise qui sera souvent inapplicable dans le civil.

Aucune volonté politique

Or, contrairement à toute attente, on assiste actuellement, au Canada, à une recrudescence du financement de la Recherche et du Développement dans le domaine militaire puisqu'en 1989 le Ministère de la Défense a utilisé presque un tiers des fonds fédéraux alloués à la recherche et au développement (\$99,6 millions, sans compter les \$145,8 millions alloués par l'Agence Spatiale Canadienne)⁽⁸⁾.

Beaucoup d'experts réclament du gouvernement qu'il cesse d'attendre que la situation internationale et la conjoncture économique interne décident de l'évolution de l'industrie de la défense. "Cela fait cinq ans que nous demandons au gouvernement d'établir une politique claire de

diversification des entreprises," affirme Pierre Fournier, professeur de science politique à l'UQAM. "Il y aurait des bénéfices à en tirer et on aurait intérêt à être les premiers. Mais comme d'habitude nous allons attendre que les autres pays ouvrent la voie et il sera peut-être trop tard, car il faut planifier cela à long terme."

Actuellement, la réduction des marchés militaires, entraîne une diversification forcée et une fermeture d'usines au prix d'énormes sacrifices financiers et de pertes d'emplois, mais la situation peut être renversée si le climat politique change. Dans ce sens beaucoup pensent que la situation en Union Soviétique va fournir un bon prétexte au gouvernement canadien pour repousser la fermeture de bases militaires et le désengagement annoncé en Europe⁽⁹⁾.

Afin d'éviter ce phénomène de girouette, le gouvernement devrait établir une politique claire et progressive de conversion, de concert avec les industries concernées et les syndicats, selon une stratégie coordonnée au niveau régional, national et même international. Une conversion, même partielle, de l'industrie militaire, ne peut se faire sans aide gouvernementale: elle interviendrait dans un Canada en pleine récession, faisant face à une compétition accrue, avec la globalisation de l'économie mondiale et les pressions du traité de libre-échange Canada-USA, de l'expansion de l'Europe de 1992, et les perspectives du traité Canada-USA-Mexique. Beaucoup de sociétés ont,

Contrairement à toute attente, on assiste actuellement, au Canada, à une recrudescence du financement de la recherche et du développement dans le domaine militaire puisqu'en 1989 le Ministère de la Défense a utilisé presque un tiers des fonds fédéraux alloués à la recherche et au développement (\$99,6 millions, sans compter les \$145,8 millions alloués par l'Agence Spatiale Canadienne)

en outre, développé une expertise militaire qu'elles ne peuvent tout simplement pas convertir civilement. Ainsi le Centre pour le contrôle des armements a-t-il proposé un plan d'action très précis qui permettrait de travailler activement à une diversification et/ou une conversion rationnelle⁽¹⁰⁾. "Malheureusement la volonté politique n'est pas là," déplore Pierre Fournier qui fut membre du panel qui a mis sur pied le projet. En attendant, le projet se concentre sur l'idée d'impliquer des sociétés canadiennes à aider l'industrie soviétique à se convertir.

Selon David Crenna, les préoccupations du gouvernement Mulroney vont à l'encontre de l'idée de conversion. "D'une part, il veut s'assurer de préserver une base industrielle militaire solide, au cas où il faudrait réarmer dans quelques années; d'autre part, compte tenue d'un passé malheureux en matière de politique industrielle, il est

sceptique sur les chances de succès d'une politique de conversion; enfin il veut éviter que ce soit un prétexte pour l'industrie "militaire" de faire la file à la caisse." David Crenna pense qu'il serait aisé de contourner le problème en favorisant le développement de technologies duales, utilisables aussi bien pour des besoins civils que pour des besoins militaires.

Un casse-tête

Il ne faudrait pas croire que l'idée de la conversion, même quand elle se justifie économiquement, est facilement acceptée. L'échec du projet original de conversion des Industries Expro de Valleyfield et de l'Industrie Valcartier, préparé par le Groupe de recherche sur l'industrie militaire,

Il ne faudrait pas croire que l'idée de la conversion, même quand elle se justifie économiquement, est facilement acceptée. L'échec du projet original de conversion des Industries Expro de Valleyfield et de l'Industrie Valcartier, préparé par le Groupe de recherche sur l'industrie militaire, en dit long sur les obstacles à surmonter.

en dit long sur les obstacles à surmonter. Craignant les pertes d'emplois dans la région, le groupe, après deux ans de travail et le soutien des travailleurs et des chefs d'entreprise, s'est vu refuser par les gouvernements provincial et fédéral, une étude formelle sur la conversion de ces usines. Pour des "raisons politiques" avait dit à l'époque Pierre Fournier coprésident du groupe, qui voyait dans le refus du gouvernement la crainte qu'en cas de conversion réussie d'autres sociétés fassent les mêmes demandes ⁽¹¹⁾. Voyant leur entreprise en difficulté, les dirigeants d'Expro ont à nouveau fait appel au groupe, qui, avec des fonds des gouvernements provincial et fédéral, finalise en septembre une étude sur les possibilités de diversification, en cherchant des productions alternatives. Si l'étude préliminaire est favorable, Expro obtiendra un soutien financier à travers des programmes gouvernementaux: soutiens régionaux, formation de la main d'oeuvre... À l'heure actuelle, aucun fond, dans les budgets de la défense, n'est prévu pour la conversion ou la diversification. "C'est faute de mieux que l'on doit agir ainsi, précise Pierre Fournier. Cela prendrait une politique gouvernementale globale."

Le soutien du gouvernement est tout aussi nécessaire lorsqu'il décide de fermer une base militaire. Car pour des régions où le taux de chômage est endémique, une base militaire peut être la seule activité économique. Le Ministère de la Défense a annoncé, en 1989, dans le cadre d'un plan de réduction de son budget, la fermeture de quatorze bases militaires. Or six des quatorze bases sont situées dans les provinces maritimes, les plus dépendantes de l'activité économique que ces dernières génèrent, et dont la perte est estimée à 73 millions de dollars par an ⁽¹²⁾. Ces provinces, de

même que les autres communautés dans lesquelles sont situées ces bases, ont une économie peu diversifiée ne leur permettant pas d'absorber les pertes d'emplois et d'opportunités économiques engendrées par ces fermetures. Si le gouvernement n'aide pas les petites communautés à se diversifier et à absorber les coûts, les conséquences humaines sont désastreuses.

Il faut vraiment le voir pour le comprendre. Happy-Valley-Goose Bay, Labrador, 7 200 habitants. Cette petite communauté, située aux confins de la taïga, vivait encore dans le souvenir des jours heureux, lorsque les militaires de la base de la US Air Force apportaient une vie depuis lors perdue: magasins d'alimentation, restaurants, bars, nettoyages à sec, fermés; opportunités de travail perdues; Goose Bay ressemblait à une de ces villes abandonnées du Far West, où les portes et les volets battent au vent nuit et jour. Pour moi, comme pour certains groupes de pression locaux, les vols d'avions à basse altitude étaient synonymes de guerre. Mais pour beaucoup des habitants de Goose Bay, ils représentaient la vie.

Dans ce contexte il n'est pas sûr qu'à court terme une politique de conversion de l'industrie militaire libère des budgets, comme on serait amené à le croire. L'aide qui devrait être apporté aux industries en conversion, en absorberait certainement la majeure partie. C'est sans doute la raison pour laquelle le gouvernement manifeste si peu de bonne volonté dans ce dossier. Avec un déficit de 28 milliards, il serait plus enthousiasmant de faire des économies immédiates. Mais à moyen et à long terme les résultats seraient loin d'être négligeables.

Un outil de développement

Ainsi le secteur de la protection de l'environnement offre-t-il d'énormes possibilités, dont certains domaines se recoupent avec ceux de la défense. On prévoit que la croissance des technologies reliées à l'environnement sera de l'ordre de 40% dans les cinq prochaines années. Et la plupart des technologies nécessaires au travail dans le domaine de l'environnement ont déjà été développées dans le domaine militaire: télédétection, repérage de substances à l'état de trace, technologies électro-optiques et mécaniques, machines, équipements et programmes d'entraînement visant à répondre à des urgences environnementales, contrôle des océans et de l'atmosphère, nettoyage des sites contaminés et organisation des déchets. La réunion des deux Allemagnes a étalé au grand jour l'effroyable pollution de l'Allemagne de l'Est où les catastrophes écologiques ne sont pas rares, et laissent présumer de ce que l'on va découvrir en Union Soviétique. Une fois ce nettoyage accompli, ce qui incontestablement est un travail de Titan, l'Allemagne aura certainement une longueur d'avance, dans ce domaine sur ses compétiteurs étrangers.

Dans le cadre du Plan Vert, le Ministère de la Défense travaille conjointement avec Environnement Canada pour implanter ses propres programmes. Ainsi une technologie développée par le Ministère de la Défense pour détruire le gaz moutarde, est-elle actuellement utilisée pour se débarrasser de produits chimiques toxiques.

Certaines régions oeuvrent activement pour offrir des perspectives économiques dans le domaine de l'environnement aux industries militaires, comme c'est le cas

En 1990 le Ministère de la Défense a reçu douze fois plus que le Ministère de l'Environnement et a coupé 93% du budget pour les programmes de conservation de l'énergie et d'énergie renouvelable depuis 1984. De même le gouvernement a-t-il abondamment coupé dans le budget du Plan Vert annoncé en décembre 1990: 125 millions de dollars pour 1991-1992 et 600 millions de dollars pour les prochaines cinq années

dans la région d'Ottawa avec le comité pour l'Industrie de l'aérospatiale et de la défense de l'OCEDC (Ottawa-Carleton Economic Development Corporation). Ainsi une société comme Thomson-CSF Systems Canada, spécialisée dans le domaine de la l'aérospatiale et de la défense, cherche-t-elle à appliquer la technologie de la robotique aux systèmes de gestion des déchets ⁽¹³⁾.

Malheureusement, en 1990 le Ministère de la Défense a reçu douze fois plus que le Ministère de l'Environnement et a coupé 93% du budget pour les programmes de conservation de l'énergie et d'énergie renouvelable depuis 1984. De même le gouvernement a-t-il abondamment coupé dans le budget du Plan Vert annoncé en décembre 1990: 125 millions de dollars pour 1991-1992 et 600 millions de dollars pour les prochaines cinq années ⁽¹⁴⁾.

Les Nations Unies, qui encouragent activement les pays, à travailler à la conversion de leur industrie, ont dressé, en 1979, une liste de l'utilisation qui peut être faite de certaines technologies à usage militaire. Ainsi les instituts de recherche nautique développent des technologies utiles dans divers secteurs: le transport maritime, l'exploration pétrolière en mer, l'exploration et l'exploitation de ressources minérales en mer, l'énergie des marées, l'aquaculture; de même les technologies développées dans le domaine de la détection de missiles balistiques intercontinentaux par satellite, peuvent être utilisées pour l'exploration de ressources naturelles par satellite ou avion, pour l'utilisation de l'énergie solaire et géothermale, pour la détection de désastres naturels et les recherches météorologiques. La reconnaissance spatiale par satellite est en pleine effervescence et ouvre de nouvelles portes grâce au développement de la photo-reconnaissance ⁽¹⁵⁾.

On pourrait aussi, par l'intermédiaire des Nations Unies, réunir toutes les grandes puissances mondiales afin qu'elles se mettent d'accord pour financer une dizaine de grands projets dans l'industrie civile et de partager leurs connaissances sur ces sujets spécifiques. C'est un bon moment pour le faire et le Canada pourrait en prendre l'initiative.

D'autres aimeraient voir certains de ces fonds débloqués pour des projets humanitaires: l'UNESCO n'a-t-il pas estimé que 5 milliards de dollars par an seraient nécessaires pour que chaque enfant ait accès à l'école primaire d'ici à l'an 2000, et l'UNICEF, que 2,5 milliards de dollars par an, permettraient

de réduire la mortalité et la malnutrition chez 50 millions d'enfants? Comparés aux quelques 950 milliards de dollars qui représentent les dépenses militaires globales, la facture apparaît bien maigre. Quant au Programme de Développement des Nations Unies, il encourage les pays à utiliser les fonds libérés par la conversion dans des programmes sociaux nationaux et des budgets de coopération internationale ⁽¹⁶⁾.

Les possibilités sont infinies, mais il y a avant tout, pour le gouvernement canadien, un choix à faire. Il est vrai que l'on pourrait laisser les lois du marché s'appliquer à l'industrie militaire: que le meilleur survive et le plus faible disparaisse. Le gouvernement est d'ailleurs suffisamment présent sans qu'on lui rajoute une nouvelle sphère d'influence. D'accord, mais soyons logiques jusqu'au bout: que le Ministère de la Défense cesse de gonfler artificiellement cette industrie!

Les pressions économiques internes, le tableau peu reluisant d'une industrie en grande partie sans avenir, et l'impossibilité de laisser aux régions seules le fardeau des lois du marché, tout cela milite en faveur d'une politique planifiée, claire et cohérente, de conversion par étape de l'industrie militaire.

Et pour une fois l'intérêt des colombes semble rejoindre celui des faucons, à un moment où les forces conjointes de l'économie nationale et internationale, de l'opinion publique et des groupes pacifistes convergent vers une même direction.

Loin de devenir le dindon de la farce, ce que beaucoup redoutent, le Canada pourrait devenir un point de référence dans les négociations internationales sur le désarmement et retrouver ainsi son rôle d'interlocuteur privilégié dans le processus de paix. N'espérons pas devenir les premiers si nous sommes les derniers!

NOTES

- (1) Steven Rosenfield: Gorbachev's transition plan: a strategy for disaster; Global Affairs jan 12-17 1991 p.1
- (2) voir notre article précédent
- (3) Denis Verret: L'Europe de l'industrie de la défense; Défense Nationale mars 1991)
- (4) chiffres du Centre pour le contrôle des Armements
- (5) Press for conversion #4
- (6) Globe and Mail 27 juil 1991
- (7) Globe and Mail 23 août 1991
- (8) Ken Epps: The boom is bust: layoffs and closures The ploughshare Monitor sept-1990
- (9) Globe and Mail 26 août 1991
- (10) Meeting new challenges from arms control: the role of Canada's defense industries; Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement Mars 1991
- (11) par Stephen Dale dans Conversion blocked in UK, USA et Canada, This Magazine, Oct/Nov 1991
- (12) A jobs policy for peace de Donald M. Wells, Policy Options Septembre 1990, p.8.
- (13) Patricia Assing Ottawa Business News 15-28 juin 1991.
- (14) Lethbridge Nuclear Disarmament Newsletter juin 1991 publiée dans Press for Conversion
- (15) à ce propos lire The Future of Space Reconnaissance par Jefferey T. Richelson dans Scientific American janv.1991 p.38.
- (16) Common Responsibility in the 1990's: the Stockholm Initiative on Global Security and Governance; avril 1991 réimprimé par Press for Conversion juillet 1991; et Human Development Report 1991

Pour un partenariat social

LOUIS-PHILIPPE ROCHON

Pour de nombreux théoriciens du XIX^e siècle, l'existence d'une économie capitaliste jumelée à une structure politique démocratique fondée sur le suffrage universel semblait illusoire. Marx croyait que cette coexistence aboutirait à l'effondrement de la bourgeoisie, tandis que J.S. Mill et de Tocqueville étaient convaincus que cette situation devait fatalement mener au despotisme de la majorité. Or, la conjoncture historique a donné tort à tous ces théoriciens et aucune de ces visions ne s'est réalisée.

Cependant, la montée de l'État interventionniste contemporain a créé au sein des économies capitalistes une infrastructure d'interdépendance à multiples ramifications entre les divers agents économiques, mais plus précisément entre le gouvernement, le capital et la main-d'œuvre. Ces relations étroites entre les secteurs privé et public ont créé un ensemble complexe de facteurs qui ont non seulement remis en question l'impact des politiques économiques et sociales du gouvernement mais également bouleversé les relations existantes entre les milieux économiques. Aujourd'hui, il est difficile de clairement identifier où débute et où se termine

Les États capitalistes modernes ne peuvent plus fonctionner sans les conseils et la coopération formelle des milieux économiques. De cette façon, le tripartisme est une structure politique et économique caractéristique des systèmes capitalistes avancés.

l'influence d'un groupe particulier. Cela implique que le succès des actions et des mesures adoptées par un groupe économique, par exemple l'État, dépend en large mesure de la réceptivité et de la coopération des autres agents sociaux. D'un autre côté, ce que peuvent réaliser le milieu des affaires et les syndicats dépend de la façon dont les hommes politiques réagiront à leurs initiatives.

Cette interdépendance comporte toutefois un potentiel énorme de conflits et de frustrations. En plus de ces conflits, le ralentissement important des économies modernes incite plusieurs économistes à parler ouvertement de la « désindustrialisation » des sociétés capitalistes. Les taux de chômage persistants, les poussées inflationnistes, la chute de la productivité sont tous des indices du malaise qui caractérise de nombreuses économies capitalistes modernes.

Quel sera le prix à long terme d'un tel climat? Nos économies peuvent-elles survivre indéfiniment?

Heureusement, l'interdépendance des milieux économiques nous offre également l'occasion de développer un système qui saura à la fois accroître le rendement économique du capital et de la main-d'œuvre. Comme l'a souligné Gerhard Lehmbuch⁽¹⁾, la prise de décisions économiques efficaces au sein des économies capitalistes repose de plus en plus sur un processus d'ententes consensuelles au cœur du système politique. Voilà le fardeau qu'impose l'interventionnisme aux hommes politiques. Les États capitalistes modernes ne peuvent plus fonctionner sans les conseils et la coopération formelle des milieux économiques. De cette façon, le tripartisme est une structure politique et économique caractéristique des systèmes capitalistes avancés. Face aux conflits éventuels de ces systèmes, le corporatisme libéral, comme le surnomme Lehmbuch⁽²⁾, devient une nécessité pour le système capitaliste qui veut reproduire les conditions favorables et propices à son existence et à l'accumulation de la richesse.

Devant ce scénario, trois alternatives peuvent être envisagées: réduire considérablement le rôle de l'État, poursuivre les mêmes politiques conflictuelles, ou bien se concentrer sur la mise sur pied d'un système de partenariat social. L'économiste John McCallum, directeur du département d'Économie à l'Université McGill, a cerné le problème de cette façon: « limiter constitutionnellement » la portée de l'activité gouvernementale ou adopter le tripartisme⁽³⁾.

Quant à la réduction du rôle de l'État dans l'économie, cela relève de l'utopie. D'abord, il est impossible de le réduire. Il y a ensuite des preuves indéniables et ce, en théorie comme en pratique, que les forces du marché ne sont pas suffisantes pour garantir un état d'équilibre général. Après tout, les entreprises privées ne fonctionnent plus dans le cadre d'une concurrence pure et parfaite. Et comme l'a souligné Keynes, l'équilibre « classique » est un cas particulier qui obéit à des circonstances bien précises. En outre, de nombreux économistes ont rigoureusement démontré que l'État-providence a été le rempart de la stabilité et de la croissance économique, surtout dans la période de l'après-guerre.

On peut toujours choisir de poursuivre le cheminement actuel, c'est-à-dire les consultations sporadiques et conflictuelles des différents milieux économiques. Mais l'expérience canadienne des dernières décennies n'est pas très encourageante. Notre faible croissance, notre faible productivité, la piètre performance de notre économie sont des preuves incontestables de l'urgence du changement.

On pourrait aussi choisir la troisième solution: la mise sur pied d'un cadre institutionnel basé sur le tripartisme à l'europpenne, regroupant des représentants des trois partenaires sociaux soit le patronat, les syndicats et le gouvernement. Pour Lehmbruch, il s'agissait d'un processus institutionnalisé où des organismes importants collaborent entre eux et avec l'État non seulement dans l'élaboration et le développement des politiques mais également dans leur implantation, dans le but d'accroître le rendement économique et l'harmonie (organique) sociale. Il ne s'agit pas de mener de banals exercices de consultation des divers agents économiques, tel que cela se fait dans toutes les démocraties constitutionnelles basées sur une économie capitaliste développée. Il s'agit plutôt d'une importante coopération entre les groupes, jusque dans le développement des politiques. Dans une certaine mesure, on vise à remplacer les forces *ad hoc* des marchés imparfaits par des accords et des ententes négociées entre les milieux économiques.

Le tripartisme est une structure essentielle pour les sociétés qui font du plein emploi une priorité. Sans répéter ce qui a été écrit sur le plein emploi dans le numéro de septembre, je tiens à souligner, comme l'a fait Diane Bellemare⁽⁴⁾, que le plein emploi «est une condition nécessaire à une organisation efficace de la production». Comme elle l'explique, une situation est efficace quand on ne peut augmenter la production d'un bien sans devoir diminuer la production d'un autre. Quand le chômage persiste — et c'est le cas depuis plus de vingt ans — on peut toujours augmenter la production d'un bien sans diminuer la production d'un autre. Une organisation économique ne sera efficace que dans la mesure où elle utilise pleinement les ressources disponibles. C'est dans ce contexte que je discute du corporatisme.

On a souvent attribué la réussite économique de certains pays européens en grande partie au fait qu'ils ont eu recours au tripartisme. Il n'y a aucun doute que ces pays se sont relativement mieux sortis de la récession de 1980 que le Canada et d'autres pays industrialisés. L'expérience tripartite européenne nous démontre qu'il existe un lien étroit entre le tripartisme et des taux d'inflation et de chômage faibles. Dans l'ensemble, les études mènent avec plus ou moins de certitude à la même conclusion: les pays tripartites réussissent mieux à juguler l'inflation et le chômage.

Selon de nombreuses études, la détérioration du rendement économique qui a marqué le monde industrialisé depuis 1973 a généralement été moins forte dans les pays tripartites. Plusieurs raisons ont été avancées pour expliquer cet état de faits. D'abord, devant le ralentissement du taux de croissance des revenus totaux et de la production, les groupes économiques ont évité de se replier sur eux-mêmes et de crier «chacun pour soi». Dans les économies tripartites, tous les partenaires deviennent sensibles à la situation économique et aux intérêts communs. Il ne s'agit pas de vouloir un plus gros morceau du gâteau, mais bien de travailler ensemble pour en faire un plus gros. En contribuant à la croissance du revenu national, les groupes économiques améliorent également la sécurité du revenu de leurs membres. Mais la croissance du revenu à l'échelle nationale nécessite la participation de tous les groupes économiques en raison de leur interdépendance.

Si le tripartisme a freiné le ralentissement économique de ces pays, il a également contribué à leur croissance. Dans

son important ouvrage intitulé «*The Rise and Fall of Nations*», Mankur Olson incorpore dans son analyse les degrés des relations entre l'État et les grands milieux économiques, pour expliquer les différences entre les taux de croissance économique de divers pays industrialisés. Cette thèse a suscité passablement d'attention ces dernières années; il vaut donc la peine d'en souligner quelques points saillants.

L'auteur attire notre attention sur le fait que les pays ayant un système de partenariat social développé ont éprouvé de meilleurs taux de croissance. Je dois signaler qu'Olson précise que ces groupes économiques doivent être suffisamment larges (très généraux) et que leur pouvoir doit être concentré. S'il y a au contraire une multitude de groupes plus petits — comme c'est le cas au Canada — les organismes s'emploient à accroître le revenu et le bien-être économique de leurs propres membres au détriment de la société entière. En outre, ces groupes tendent à laisser pour compte les pertes d'efficacité et les coûts sociaux puisque ceux-ci sont assumés par l'ensemble de la société et sont par conséquent plus faibles du point de vue d'un groupement particulier. Ces petits groupes auront, en général, une incidence négative sur la croissance économique. Donc, plus ils sont larges, plus ils convergent vers les intérêts de la société entière.

Mais l'incidence des relations entre l'État et les principaux milieux économiques va toutefois bien au-delà du rendement économique. De nombreux analystes voient ces relations au cœur même de la stabilité et de l'harmonie sociales des sociétés contemporaines. D'autres, comme Banting⁽⁵⁾, soulignent leur incidence sur la santé des institutions démocratiques, en créant un autre mécanisme pour accommoder et représenter les grands intérêts sociaux.

Pour l'économiste canadien John McCallum (homologue

L'expérience tripartite européenne nous démontre qu'il existe un lien étroit entre le tripartisme et des taux d'inflation et de chômage faibles.

du précédent), la corrélation entre le tripartisme et l'harmonie sociale — la «paix sociale» — mesurée par le nombre de journées de grèves, demeure très réelle⁽⁶⁾. Cette thèse a été reprise aussi par Philippe Schmitter⁽⁷⁾, selon lequel les pays à systèmes tripartites ont eu une plus grande stabilité sociale et politique au cours des années 1960 et 1970. Cela, aussi bien en terme de conflits industriels ou de différentes formes de contestation politique — manifestations, émeutes et grèves politiques — qu'en terme de stabilité des régimes politiques — changements de gouvernements, majorité électorale des gouvernements et changements dans les systèmes de partis. Bref, les systèmes de consensus européens ont grandement contribué à amorcer une gamme de réformes et de redressements sociaux pour répondre à la conjoncture changeante sans conflits industriels majeurs.

L'expérience tripartite au Canada

Le nombre de livres publiés sur le tripartisme au Canada dépasse de loin le nombre d'expériences tripartites ou

corporatistes tentées à travers le pays. Nos pratiques de consultations tendent à être tendues, fragmentées et officieuses. Bien que les relations avec le milieu des affaires soient moins hostiles et ce, encore moins sous le règne conservateur, la consultation n'en a pas été moins sporadique et les rapports demeurent en grande partie informels. Durant les années 60, on a tenté de mettre sur pied des institutions qui faciliteraient un dialogue plus permanent entre le gouvernement, le patronat et les syndicats. Toutefois, les conflits et la méfiance ont interrompu les recherches. Les initiatives récentes les plus remarquables sont la création en 1983 du Centre du marché du travail et de la productivité, la

Les systèmes de consensus européens ont grandement contribué à amorcer une gamme de réformes et de redressements sociaux pour répondre à la conjoncture changeante sans conflits industriels majeurs.

tenu en 1985 de la Conférence nationale sur l'économie, et la consultation tripartite sur le libre échange.

Rappelons que le gouvernement avait créé en 1960 le Conseil de la productivité (CNP) et, en 1963, le Conseil économique du Canada (CEC). Le CNP aurait bien voulu s'orienter dans cette veine mais son mandat restreint ne lui permettait pas. Quant au CEC, qui a remplacé le CNP, bien que son mandat initial était d'établir un «consensus économique» parmi les partenaires, le Conseil a plutôt mis l'emphasis sur la recherche et l'analyse que sur la recherche de consensus.

De même citons la création en 1968 de la Commission des prix et des revenus chargée de contrôler l'évolution des prix et des salaires, et de proposer des solutions plausibles à l'inflation. Il semblait y avoir un désir véritable de collaborer dans l'espoir de développer une politique précise. La Commission avait tenté d'amener les trois partenaires à s'entendre sur un ensemble de mesures destinées à comprimer les salaires et les prix. Soulignons que l'objectif n'était pas le plein emploi mais seulement la compression des salaires. Lors d'une conférence nationale en 1970, le patronat avait appuyé le programme volontaire de compression des prix. Les provinces avaient même consenti à cette orientation mais les syndicats ont refusé de limiter la croissance des salaires au taux de 6% et le tout a échoué.

Depuis ce temps, il fut à maintes reprises question de la mise sur pied d'un système tripartite. Dans le milieu syndical, plus particulièrement, on a discuté de cette question lors du congrès du Conseil du travail du Canada, en 1976. C'était d'ailleurs le fondement de son *Manifeste du monde du travail pour le Canada*.

Malgré ces quelques maigres tentatives, il ne faut surtout pas croire que le Canada se soit rapproché du corporatisme. A l'heure actuelle, le gouvernement conservateur à Ottawa constitue l'obstacle premier à ce rapprochement. En effet, ce parti est beaucoup trop «pro-business». Depuis son avènement, les relations précaires avec les syndicats se sont

rapidement étiolées. Or, pour que le tripartisme réussisse, il doit d'abord y avoir une certaine volonté politique. Et ce gouvernement n'a aucunement l'intention de donner plus de poids politique au mouvement syndical canadien.

La petite taille et la nature ouverte de l'économie canadienne mises à part, les principaux facteurs institutionnels qui alimentent et facilitent le tripartisme européen n'existent pas au Canada.

D'abord, l'organisation syndicale est très décentralisée. En fait, les syndicats canadiens sont parmi les plus décentralisés du monde. En Allemagne, par exemple, il n'existe que 16 syndicats (en 1984). Au Canada, nous comptons, en 1984, 799 syndicats différents. Par conséquent, les syndicats sont plus faibles et ne détiennent pas le pouvoir économique nécessaire. Il devient alors difficile de faire front commun sur de nombreuses questions économiques nationales. En conséquence, les négociations se font souvent au niveau sectoriel, où se règlent les problèmes de nature microéconomique. Quand vient le temps de passer aux questions macroéconomiques, on est incapable de conclure des accords.

Le regroupement des syndicats en une seule fédération nationale n'est pas non plus prometteur. Bien que le Congrès du travail du Canada (CTC) regroupe la plus importante délégation de travailleurs syndiqués, plusieurs n'y sont toujours pas affiliés. Bref, aucune fédération de travailleurs n'existe pour représenter les intérêts de tous les travailleurs. Le problème est amplifié par le faible taux de syndicalisation comparativement à la Suède et à la Norvège par exemple. Qui parle alors au nom des non-syndiqués? Cette question demeure controversée dans les débats sur le tripartisme.

Un autre facteur important est le mandat plutôt vague du CTC pour entamer des consultations avec le gouvernement si ces négociations engagent les syndicats affiliés. Et même si le CTC est le syndicat le plus important, le mouvement demeure bien divisé entre plusieurs organisations rivales — dont la Fédération canadienne des travailleurs — et n'a donc pas de porte-parole unique. Enfin, les fédérations provinciales sont puissantes surtout au niveau des relations de travail et sont relativement indépendantes des syndicats nationaux.

L'existence d'un mouvement «indépendant» et «distinct» au Québec - le cas le plus extrême - complique la cohésion syndicale au niveau national. La CSN est une fédération rivale de la FTQ qui rejette catégoriquement la présence des syndicats internationaux que cette dernière regroupe⁽⁸⁾. Quant à la FTQ elle conserve un degré d'indépendance considérable par rapport à la CTC et s'oppose à toute centralisation des pouvoirs syndicaux.

Pour Panitch⁽⁹⁾, la faiblesse et la décentralisation du mouvement ouvrier est certainement la raison principale qui explique l'absence historique du corporatisme au Canada. Or, il est primordial que les syndicats puissent s'unir et remettre le pouvoir à une instance centrale qui saura parler et négocier au nom de leurs membres.

La décentralisation du pouvoir se retrouve également chez le patronat qui est tout aussi morcelé. Le Canada possède des centaines d'associations patronales. Cette diversité mène inévitablement à une structure fragmentée, pluraliste et concurrentielle. Les organismes sont souvent associés à un produit en particulier ou à une seule industrie et

ne sont pas intégrés dans un organisme global ou national: le Conseil des entreprises sur les questions nationales, la Chambre du commerce du Canada, l'Association des manufacturiers du Canada, la Fédération canadienne des entreprises indépendantes et l'Organisation canadienne des petites entreprises. Tous ces organismes se font souvent les porte-parole concurrentiels d'un même élément du milieu de travail.

Tout comme les syndicats, les entreprises canadiennes devront se regrouper sous une fédération patronale fortement centralisée qui pourra parler au nom de leurs membres. La création en 1976, par exemple, du Conseil d'entreprises représente un jalon important vers l'unité patronale. Le Conseil a été le premier porte-parole non dilué du patronat, bien qu'il ne représente que le «grand» capital.

Si le «grand» capital reconnaît que le partenariat peut créer un environnement favorable aux investissements à long terme, cette opinion n'est pas celle du «petit» capital. La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante par exemple, dont la majorité des employés ne sont pas syndiqués, s'est souvent prononcée contre la syndicalisation.

Un fédéralisme fortement décentralisé influence également la cohésion patronale. Au Québec - qui est certainement le cas le plus extrême - la Chambre de commerce du Québec de même que l'Association des manufacturiers canadiens du Québec jouissent d'un degré d'autonomie considérable. Et le Conseil du patronat du Québec est un organisme exclusivement québécois, ce qui ne veut pas dire qu'il n'entretienne pas certains liens avec ses collègues nationaux. Cette situation peut évidemment rendre beaucoup plus complexe la tâche de découvrir un dénominateur commun au sein même du patronat canadien.

Les spécialistes du corporatisme s'entendent pour dire que le patronat et les syndicats doivent se centraliser pour que la coopération ouvrière-patronale soit porteuse d'avantages concrets à la fois pour les ouvriers et les entreprises, de même que pour l'ensemble de la société. Une plus grande coopération et la participation des travailleurs à la planification des politiques sont des objectifs dont la réalisation ne se fera pas sans inconvénients ou sans accrochages. Mais un accrochage parmi une série de succès et d'ententes se traduira certainement par un accroissement de l'harmonie sociale. On ne doit pas oublier l'impact positif que cette structure aurait sur la productivité et la compétitivité⁽¹⁰⁾. Ce scénario est donc favorable car il augmente à la fois les profits et les salaires, tout en créant une atmosphère propice à l'activité économique. L'accroissement des salaires serait directement lié à la productivité de chacune des industries. Cette formule d'intéressement est un moyen de faire converger les intérêts des employeurs et ceux des travailleurs.

Au Canada, l'intéressement est peu répandu. Là où il a pris racine, les salaires sont souvent liés à la productivité de l'entreprise. Toutefois, la croissance des salaires est souvent basée sur l'accroissement antérieur de la productivité. Or, puisque la croissance économique requiert une certaine vision de l'avenir, le taux de croissance des salaires des travailleurs doit être basé sur l'accroissement futur ou anticipé de la productivité.

Certains économistes⁽¹¹⁾ croient que l'intéressement améliore le rendement macroéconomique. La souplesse

accrue des salaires et des prix aide à stabiliser l'emploi et la productivité de même que la restructuration industrielle et l'adoption d'innovations technologiques.

Outre la forte décentralisation dans les milieux patronaux et syndicaux, il y a un autre obstacle important à la réalisation du tripartisme au Canada. Le pouvoir politique est lui aussi décentralisé à l'extrême. Or, un État central fort est crucial à la bonne marche du tripartisme car toute fragmentation du pouvoir politique à l'égard du pouvoir économique peut miner la crédibilité de l'État ainsi que l'autorité qu'il doit avoir pour concrétiser toute entente en matière de politique économique.

La division des pouvoirs entre les gouvernements soulève également d'autres difficultés. Bien que la constitution canadienne n'empêche pas le gouvernement fédéral d'entamer des discussions avec le patronat et les syndicats, elle limite le genre d'entente que le fédéral peut conclure avec les différents partenaires. Par exemple, le gouvernement fédéral ne peut ni négocier avec les fonctionnaires provinciaux qui représentent une proportion importante des syndiqués du secteur public, ni conclure des ententes concernant les prix dont la réglementation est provinciale.

L'avantage premier du tripartisme pour le gouvernement est, naturellement, de légitimer et de mieux faire accepter ses programmes et ses politiques. Le rôle de l'État est donc essentiel. Il doit d'abord amener les syndicats et le patronat à modifier leur comportement. Il doit les convaincre de

La petite taille et la nature ouverte de l'économie canadienne mises à part, les principaux facteurs institutionnels qui alimentent et facilitent le tripartisme européen n'existent pas au Canada.

poursuivre des objectifs qui seront bénéfiques à l'ensemble de la société entière et non seulement à eux-mêmes. En fait, l'État doit amener les groupes économiques à négocier des mesures et des ententes relatives à l'emploi qui soient conformes à la maximisation de la richesse nationale sous contrainte, bien entendu, du plein emploi⁽¹²⁾.

Il est entendu que le rôle du gouvernement dans les négociations salariales est minime dans un contexte de tripartisme. Ces négociations doivent être entièrement assumées par le patronat et les syndicats. L'État ne doit jamais imposer de mesures de contrôle des prix ou des salaires. Ces contraintes doivent toujours être des mesures volontaires et les groupes économiques reconnaîtront l'importance des restrictions si, en retour, ils profitent de la richesse globale.

Mais comment l'État peut-il amener les groupes économiques à adopter des comportements qui soient plus efficaces sur le plan national? Je crois que le succès de cette initiative repose sur la création d'un climat de confiance entre les groupes économiques et l'ouverture d'esprit qu'ils manifestent. Or, l'information est la clé de la confiance. Il est donc important que l'information entière circule librement et que tous les groupes économiques puissent y avoir accès.

Le tripartisme exige donc une centralisation du pouvoir politique. Toutefois, le Canada, à l'encontre des pays corporatistes de l'Europe, n'est pas un pays unitaire, ni même une fédération où le pouvoir politique est centralisé au niveau national et ne connaît pas de dissension régionale importante. La question de la participation des provinces demeure ainsi au centre du succès du tripartisme au Canada. Les provinces conservent un rôle politique et un poids économique considérable. Cela s'explique en partie par la présence de deux groupes linguistiques, dont un est concentré au Québec.

La participation des provinces est donc essentielle car elles possèdent un pouvoir fiscal considérable qui peut contrecarrer toute initiative du gouvernement fédéral dans ce

I l est primordial que les syndicats puissent s'unir et remettre le pouvoir à une instance centrale qui saura parler et négocier au nom de leurs membres.

domaine. Il est donc important de coordonner les politiques fiscales des gouvernements fédéral et provinciaux. Ma volonté de croire à une participation volontaire des provinces à un éventuel système tripartite est toutefois fortement tempérée par la piètre performance des conférences fédérales-provinciales.

Le tripartisme est une structure politique essentielle au plein emploi. Il faut donc que les groupes économiques adoptent le plein emploi comme objectif économique premier. Les discussions, les consultations doivent ainsi se faire sous la contrainte du plein emploi.

Bien que la consultation entre les groupes économiques existe depuis longtemps, aucun mécanisme permanent de participation véritable et de coordination n'a été mis en place au Canada. Le rôle des groupes économiques demeure essentiellement consultatif. En outre, la consultation se fait souvent une fois que la décision a été prise. Pour que le tripartisme réussisse à s'implanter il faudrait d'abord mettre sur pied des comités de consultation permanents.

Il faut créer d'abord un comité tripartite entièrement responsable de l'élaboration de la politique du marché du travail. Le Centre canadien du travail et de la productivité pourrait assumer cette responsabilité car il constitue déjà un instrument de première importance sur lequel les différents groupes fondent leurs espoirs pour les années à venir. Il ne s'agirait en l'occurrence que d'élargir son mandat et de lui donner l'autorité nécessaire pour développer et implanter des politiques du marché du travail.

Le Centre pourrait également diffuser l'information relative à toute une gamme de facteurs économiques comme la productivité par exemple. Cette information servirait de base pour les négociations salariales.

Il faudrait également mettre sur pied un «Organisme de conférences consultatives» permanent qui regrouperait des représentants des gouvernements fédéral et provinciaux, en plus des représentants des milieux patronaux et syndicaux. Chaque année, les représentants se regrouperaient pour

discuter et s'entendre sur les grandes questions macroéconomiques du pays : les politiques fiscales, monétaires, budgétaires, commerciales et de l'emploi. En préparation à cette conférence, rien n'empêcherait les groupes de consulter leurs membres régionaux et locaux. Il est important bien entendu que tous les représentants soient des partenaires égaux dans la gestion de l'exercice.

Enfin, le partenariat social ne favorise aucunement un droit collectif - le plein emploi - au détriment des droits individuels. Mais bien que la concurrence soit certainement ce qu'il y a de plus sain pour nos économies, nous vivons dans un marché imparfait où les monopoles et les oligopoles dominent et où une seule firme peut influencer le prix et la production. Et je vois essentiellement dans le corporatisme l'occasion d'utiliser plus efficacement les ressources humaines et les outils de l'économie au bénéfice de l'individu. Le corporatisme lui assure en effet le droit de se trouver un emploi rémunéré. D'un point de vue plus philosophique, en modifiant l'équilibre des forces au sein de l'économie, le plein emploi est l'un des principaux fondements de la dignité humaine et d'une plus grande égalité. C'est le développement d'un nouveau contrat social. ☞

NOTES

1. Lehmbruch, Gerhard, « Liberal Corporatism and Party Government », dans *Trends Toward Corporatist Intermediation*, P. Schmitter et G. Lehmbruch, éditeurs.
2. Il est très important de noter la différence entre le corporatisme des États fascistes qui visait à abolir les démocraties libérales et à supprimer les libertés politiques et industrielles, et le corporatisme « libéral » qui a pris racine dans de nombreuses démocraties libérales depuis la deuxième guerre mondiale. Souvent associé à la montée de l'État interventionniste, le corporatisme libéral a été respectueux des libertés politiques. Dans ce sens, le terme corporatiste n'a pas de connotation péjorative.
3. John McCallum et André Blais, « Le gouvernement, les groupements d'intérêt et la croissance économique », dans *Les réactions au changement économique*, David Laidler, éditeur, 1986.
4. Diane Bellemare et Lise Poulin Simon, *Le défi du plein emploi : un nouveau regard économique*, 1986, page 307.
5. Banting Keith, « L'État et les milieux économiques : un aperçu », dans *L'État et les milieux économiques*, K. Banting éditeur, 1986.
6. John McCallum et Clarence Barber, « Controlling Inflation: Learning from Experience in Canada, Europe and Japan », 1982. Dans « *Strikes, Power and Policies in the Western Nations* » publié dans *Political Power and Social Theory* en 1980, Korpi et Shalev concluent qu'entre les années 1946 et 1976, la moyenne des grèves au Canada a doublé tandis qu'en Norvège et en Suède, les moyennes ont chuté respectivement de 83% et de 88%. Cette chute est attribuée au tripartisme.
7. Schmitter, Philippe, « Interest Intermediation and Regime Governability in Contemporary Western Europe and North America », dans *Organizing Interests in Western Europe*, S. Berger éditeur, 1981.
8. On ne discutera pas ici des syndicats internationaux et de leur impact sur le tripartisme. Notons cependant que les syndicats ont tendance à s'internationaliser pour se donner plus de pouvoir.
9. Panitch Leo, « Corporatism in Canada », dans *Studies in Political Economy*, printemps 1979, pages 43-92.
10. Voir entre autres Archier G. et Serieux H. « L'entreprise du 3e type », 1983.
11. Par exemple, Mitchell D.J.B. « Gain-Sharing Pay Plan: In Quest of a more Stable Economy » dans *Public Affairs Report*, vol. 23, no 5, page 1982.
12. Bellemare, Diane et al. op.cit.

La notion de «société indistincte»

DAVID H. WOOD

Avocat en pratique privée à Montréal depuis 1954, membre de plusieurs comités du Barreau, auteur d'articles juridiques publiés dans *La Revue du Barreau* et dans *L'Analyste*.

Quiconque comprend la notion de «société distincte» comprend celle de «société indistincte» et inversement. C'est l'avantage des inverses. Même ceux qui hésiteraient momentanément à proposer une définition savent d'instinct qu'une société indistincte est moins valorisante qu'une société distincte. On comprend facilement pourquoi Monsieur Bourassa a eu une peur bleue que le Québec soit pris pour une société indistincte. Le choix pour le Québec était donc clair. Ce sont les autres provinces qui sont aux prises avec le problème de définition.

Ce problème s'est aggravé du fait que les deux concepts sont de droit nouveau, inventés par les métaphysiciens de l'élite franco-québécoise. Il est trop tôt pour chercher des définitions dans les textes de droit constitutionnel ou de droit international. Même les constitutions les plus récentes ne semblent pas spécifier si la ou les sociétés constituantes

Mais si le Québec est distinct des autres, me direz-vous, les autres ne sont-elles pas distinctes du Québec?
Erreur métaphysique.

sont distinctes ou indistinctes. Il s'agit d'un de ces vides juridiques que les journalistes trouvent si fascinants depuis le rejet par la Cour suprême du Canada d'une partie du Code criminel sur l'avortement. Les autres provinces sont donc condamnées, soit à devenir implicitement des sociétés indistinctes soit à tomber dans le vide juridique.

On sentait que la métaphysique de Monsieur Van der Zalm était moins profonde que celle de Monsieur Bourassa quand celui-là proposa que toutes les provinces soient reconnues comme société distinctes. Accepter une telle suggestion reviendrait à dire que le Québec est une province comme les autres, ce qui est historiquement inacceptable. Mais si le Québec est distinct des autres, me direz-vous, les autres ne sont-elles pas distinctes du Québec? Erreur métaphysique. Collectivement les autres sont distinctes du Québec, mais individuellement elles sont toujours indistinctes. Si les philosophes de l'élite franco-québécoise ne voient aucune distinction importante entre l'Alberta et la Saskatchewan, c'est la preuve qu'il n'y en a pas. Bref, les autres provinces ne peuvent être au maximum que des

sociétés distinctement indistinctes.

C'est malheureux, mais une constitution assez thérapeutique pour guérir les complexes des uns est nécessairement assez forte pour foutre des complexes aux autres. On ne peut faire d'omelette sans casser des oeufs, et les constitutionnalistes ne sont pas habilités à guérir tout le monde. Les porte-parole du Québec déclarent qu'ils n'accepteront jamais moins que l'accord du lac Meech. Maintenant, ils veulent au contraire davantage. Puisque l'identité même des autres provinces sera dorénavant définie en fonction de celle du Québec, il est opportun d'approfondir brièvement la situation de ce dernier.

Le Québec est-il une société distinctement distincte ou une société indistinctement distincte? Lors des négociations sur l'accord du Lac Meech, Monsieur Bourassa opta correctement pour la deuxième alternative en refusant de spécifier les distinctions dont il s'agissait. Il expliqua au public qu'un texte trop spécifique pourrait nuire aux aspirations éventuelles du Québec. Il n'avait pas à parler des problèmes d'un texte trop vague, parce qu'il s'agissait d'un principe à ancrer solidement dans un espace jusque-là inoccupé entre le droit constitutionnel et la théologie. Il savait que plus un principe est mystérieux, plus il semble profond.

Il fallait d'ailleurs écarter les matérialistes qui seraient tentés de dire : si la distinction est d'être plus riche je suis pour; si la distinction est d'être plus pauvre je suis contre. Lorsqu'on cherche un consensus, il ne faut jamais dire de quoi il s'agit. Les particularités ne sont qu'une source de désaccord inutile. C'est le principe qui compte, même vidé de tout contenu.

Ce principe doit-il trouver son expression dans un préambule ou après un préambule? Il va sans dire qu'un principe exprimé dans un préambule est moins valorisant qu'un principe fourré plus loin dans un document. Ayant exclu le préambule, Monsieur Bourassa trouva deux places prometteuses un peu plus loin dans l'accord du lac Meech, soit dans les clauses dites d'interprétation. La première obligeait les juges à tenir compte de la société dans leurs jugements; la deuxième imposait une obligation semblable aux législateurs québécois. On verra bien l'importance de ses trouvailles pour les sociétés indistinctes.

Les lois limitent souvent la discrétion des juges par des clauses d'interprétation. Cependant, le législateur est normalement obligé par la décence et la bonne administration de spécifier les éléments dont les juges doivent tenir compte: facile pour une société distinctement distincte; évidemment impossible pour une société indistinctement distincte. Conséquence: au lieu de limiter la discrétion des juges on l'augmente. On signe un chèque en blanc autorisant les juges à déterminer seuls de quoi il faut tenir compte. On leur refile toute la responsabilité pour la définition du Québec, évitant ainsi le blâme qu'une mauvaise définition aurait fait rejaillir sur les politiciens. Astucieux, quoiqu'un peu lâche.

Quant à la deuxième clause d'interprétation, il est rare qu'on en impose une aux législateurs. A toute responsabilité d'une législature correspond en général un pouvoir législatif suffisant pour s'acquitter de cette responsabilité. C'est le même problème: facile pour des sociétés distinctement distinctes, impossible pour des sociétés indistinctement

distinctes. Une responsabilité supplémentaire sans pouvoir supplémentaire donne aux tribunaux un autre prétexte pour annuler des lois. Le tribunal n'a qu'à constater que la loi n'est pas conforme à la définition de société distincte favorisée par le tribunal.

Tout cela est connu et accepté avec joie par la plupart des Québécois, mais qu'en est-il pour les neuf sociétés indistinctes? C'est ici que l'on voit l'esprit de sacrifice et de conciliation de Monsieur Bourassa. Sachant probablement ce qu'il faisait, il offrit de leur payer un prix inestimable pour

Si la future Cour suprême avait décidé que la distinction linguistique du Québec était d'être une société essentiellement bilingue, elle aurait pu faire sauter tout ce qui reste de la loi 101. Rien dans l'accord du lac Meech ou ailleurs dans la constitution ne l'en aurait empêché. La clause «nonobstant» serait contournée.

l'insertion des mots «société distincte» dans la constitution. Elles ne semblent pas avoir apprécié ce prix de consolation à sa juste valeur. Même certains Québécois semblent l'avoir ignoré.

En effet, dans une des rares sections non-ambiguës de l'accord du lac Meech, on proposait qu'à l'avenir la majorité des juges de la Cour suprême du Canada soit choisie par les autres provinces. Ce choix qui se faisait jusqu'ici par un gouvernement fédéral devant répondre aux députés de tous les coins du pays et qui ne pouvait jamais courir le risque d'offenser le Québec serait supprimé, sauf pour la nomination formelle du choix des autres provinces. Quel soulagement pour les neuf sociétés indistinctes! Elles auraient dorénavant le pouvoir de choisir des juges fidèles aux aspirations de leurs citoyens sans s'occuper des protestations de députés québécois. C'était ce qu'elles avaient cherché en vain depuis plus de cent ans, le pouvoir de mettre le Québec à sa place. Enfin, un Québec défini à la satisfaction des autres provinces! N'est-ce pas une compensation suffisante pour la dégradation au rang de société indistincte ou la chute dans le vide?

Imaginons les conséquences prévisibles. Si la future Cour suprême avait décidé que la distinction linguistique du Québec était d'être une société essentiellement bilingue, elle aurait pu faire sauter tout ce qui reste de la loi 101. Rien dans l'accord du lac Meech ou ailleurs dans la constitution ne l'en aurait empêché. La clause «nonobstant» serait contournée. C'est le prix que Monsieur Bourassa était prêt à payer pour la reconnaissance constitutionnelle du Québec comme société indistinctement distincte. Sept autres provinces s'empressèrent d'accepter son offre, pas nécessairement par méchanceté. Messieurs Welles et Harper étaient les seuls à renoncer effectivement aux pouvoirs que Monsieur Bourassa voulait accorder à leurs gouvernements. Il y avait quelques Québécois aussi à trouver le prix un peu élevé, mais ils

n'étaient pas au pouvoir.

Le dilemme des autres premiers ministres était pitoyable. L'euphorie initiale de leurs citoyens s'était dissipée. Ceux-ci avaient flairé une fraude quand Messieurs Mulroney et Bourassa commencèrent à donner des interprétations contradictoires de la clause de société distincte, une pratique à déconseiller tant qu'un texte n'est pas ratifié. Les sept premiers ministres restèrent quand même fidèles à leur engagement envers Monsieur Bourassa, sans pouvoir expliquer l'enjeu à leurs citoyens de peur d'avoir l'air opportuniste. S'il y a un air que les politiciens ne supportent pas, c'est bien celui-là. Coincés, certains ont même perdu leur emploi. Monsieur Bourassa a fait preuve de miséricorde envers ses homologues en refusant à l'avenir de négocier avec ceux qui l'ont appuyé, le tout afin de leur éviter d'autres dilemmes gênants.

L'imagination créatrice de l'élite franco-québécoise, source du problème sous étude, sera sûrement source aussi de sa solution. Monsieur Bourassa était le seul intervenant à l'accord du Lac Meech à savoir comment il voulait définir sa province. Puisque les autres n'ont manifestement pas l'imagination nécessaire pour se définir, ce sera la responsabilité magnanime du Québec de leur dire le plus poliment possible ce qu'elles sont. Noblesse oblige. ☞

Guerre, chimie et hypocrisie

ÉRIC DEVLIN

Il y a deux ans, l'Occident s'est inquiété de la construction d'une usine à Rabta en Lybie qui aurait été destinée à la fabrication d'armes chimiques. La Lybie a nié, affirmant qu'il s'agissait d'une simple usine de pesticides. Durant le long conflit entre l'Iran et l'Irak, ce dernier a utilisé des armes chimiques. Et l'Occident s'est indigné du génocide kurde à l'arme chimique.

Nous avons l'indignation bien facile. La production d'armes chimiques est un secret de polichinelle accessible à tous les pays et même aux individus possédant un passé agricole car les plus redoutables d'entre elles sont de la même famille que les pesticides que nous employons pour tuer nos pissenlits ou asperger nos arbres fruitiers. L'efficacité de ces produits vendus dans toute bonne coopérative agricole est telle que, uniquement dans les pays du Tiers monde, les pesticides tuent accidentellement 14 000 personnes chaque année, sans compter les intoxications aiguës. Au Québec, une étude rendue publique en 1989 par Daniel Godon et Pierre Lajoie du Centre hospitalier de l'Université Laval et Jean-Pierre Thouez de l'Université de Montréal a montré des associations positives, statistiquement significatives entre les variations géographiques du cancer du cerveau, des tissus lymphatiques et de la leucémie et l'emploi des pesticides.

Pour sa part, Environnement Canada a interrogé, il y a trois ans, les agriculteurs québécois. Il ressort que 9% des producteurs agricoles ont observé des animaux morts après l'épandage de pesticides, principalement des oiseaux.

Plusieurs pesticides ont été développés à des fins militaires durant la Seconde Guerre mondiale. Par exemple, le Bladan est un insecticide organophosphoré mis au point par un chercheur allemand pour le compte de l'armée nazi. Heureusement, il n'a pas été utilisé car il est plus toxique que le phosgène, un gaz de combat de la Première Guerre mondiale. Le Bladan, de même que tous les composés organophosphorés provoquent la paralysie de la victime. Plusieurs insecticides organophosphorés, disponibles sur le marché, peuvent être détournés vers un usage militaire rudimentaire. Citons le Schadan, le Dimefox ou l'Aldicarbe

Le contrôle des armes chimiques est impossible car on ne peut interdire à un pays de produire des pesticides pour son agriculture. On peut cependant remettre en question l'efficacité de ces produits.

qui sont les insecticides les plus toxiques actuellement. Il suffit de 2 milligrammes de ces produits pour chaque kilogramme de poids corporel pour tuer la moitié d'une population de rat.

On dénombre plus de 500 molécules organophosphorés qui sont homologuées pour des usages agricoles ou vétérinaires. Ces produits appartiennent à la même famille chimique que celle des plus redoutables gaz de combat, les gaz innervants qui s'attaquent au système nerveux. La consommation québécoise d'organophosphorés est de 108 000 kg par année.

L'Irak a probablement employé des matières actives pures qui entrent dans la composition d'insecticides et les a mélangées avec un solvant afin de produire un aérosol. C'est moins efficace qu'un gaz innervant mais c'est tellement plus facile à produire. Il suffit simplement d'épandre sur l'ennemi un de ces produits agricoles pour qu'il aille manger les pissenlits par la racine, s'il en reste bien entendu.

L'arme chimique est l'arme des pauvres a-t-on clamé dans les médias. Il est vrai que les pays occidentaux sont plus raffinés. Ils n'ont point d'armes chimiques mais binaires. Il s'agit d'une bombe à deux réservoirs au contenu inoffensif. Sous l'impact, un aérosol se formera dont le mode de dispersion a été savamment étudié.

Le Protocole de Genève signé en 1925 proscriit l'usage à des fins militaires les gaz asphyxiants, toxiques ainsi que les agents bactériologiques. Néanmoins une trentaine de pays se réservent le droit de répliquer et entretiennent donc des stocks. De plus, le Protocole ne mentionne pas le cas des défoliants. Pourtant cette arme chimique est la plus dangereuse car elle détruit irrémédiablement l'environnement. Au Vietnam, les Américains ont détruit à l'aide de défoliants dont le tristement célèbre agent orange 1,43 millions d'hectares de forêts et 300 000 hectares de

cultures. Vingt ans plus tard, seuls quelques graminées survivent là où régnaient de luxuriantes forêts tropicales.

Et savez-vous de quoi était composé l'agent orange? De 2,4 D et 2,4,5 T. Si vous allez voir dans la remise au fond de votre jardin les étiquettes des herbicides, vous y découvrirez probablement la présence de 2,4 D. Vous comprenez pourquoi on recommande ne pas laisser les enfants jouer dans la pelouse pendant 48 heures après l'épandage de ces produits. On en consomme environ 175 000 kg par année au Québec.

L'arme chimique est une véritable bombe à retardement qui risque d'exploser au cours de n'importe quel conflit. Et malgré nos objections morales, l'Occident encourage l'usage de produits dangereux. Aux Etats-Unis, au Japon, en Allemagne ou en Hollande, il est possible de produire des pesticides dont l'utilisation est strictement interdite sur le territoire national pour des raisons de santé publique. Mais l'exportation de ces produits est autorisée, commerce oblige!

Le contrôle des armes chimiques est impossible car on ne peut interdire à un pays de produire des pesticides pour son agriculture. On peut cependant remettre en question l'efficacité de ces produits. Tous les insectes nuisibles ont développé une résistance aux insecticides et le coût des ravages ne cessent d'augmenter. Ainsi le tiers des récoltes serait détruit par les insectes et le paludisme est en progression dans les régions endémiques.

L'alternative c'est l'étude de la physiologie des plantes, la lutte intégrée, le contrôle biologique et les biopesticides. Mais les multinationales n'abandonneront pas pour des raisons environnementales et d'éthique morale un marché évalué à cinq milliards de dollars.

À lire dans *Cité libre* en novembre

OVIDE MERCREDI, le chef national de l'Assemblée des premières nations réfléchit sur le Canada.

KIMON VALASKAKIS traite du libre échange à trois: Canada, États-Unis, Mexique.

JEAN MORISSET adresse une lettre ouverte au Groupe sur l'INsersion des IMMigrants au Québec (INSIMEQ).

Alain Grandbois

ÉRIC DEVLIN



Comme la brume Shanghai tu nais
 Dans le matin
 De mon dixième étage six lumières perdues
 Des oiseaux noires volettent
 Tout pâlit à vue d'oeil
 Chine s'éveille qui ne s'est jamais endormie
 À travers les brouillards empêchant la vue des toits roses

Et ma table veut-elle de moi s'éloignant de mes coudes
 O toi toi ne parlons plus
 Toi que j'aime parmi ce calme révélateur
 Toi dormant soumise et dans la paix
 Toi gorgée d'amour et tes jambes allongées par la fatigue
 Toi vidée de tous les frissons rêvant à des aubes angéliques
 Toi si pure d'avoir été si impudique
 Ne levais-tu pas ta chair vers ce dard ardent?
 Ne râlais-tu pas avec cette odeur de citerne?
 Ne crispais-tu pas tes doigts dans cette attente inhumaine?
 Étant comme un grand lys nourri de velours blanc

Et je brûle
 Je brûle
 Ma belle jeunesse fuyant le long de mes paumes immobiles

ALAIN GRANDBOIS, 1934

Seize ans après sa mort, que sait-on d'Alain Grandbois? Il est considéré comme le père de la modernité de la littérature canadienne-française. Il a bourlingué sur toutes les mers. Il a rencontré Pu-Yi, le dernier Empereur de Chine. Il a fréquenté les plus grands écrivains du siècle comme Malraux, Hemingway, Cendrars ou Supervielle. Il avait une Bugatti. Ses maîtresses ont été innombrables. Il vivait à Paris et à Port-Cros sur la Côte d'Azur.

Il a laissé trois recueils de poèmes (*Iles de la nuit*, *l'Étoile pourpre* et *Rivages de l'homme*), deux romans dont le premier est une commande paternelle avec plusieurs emprunts gênants aux *Relations des Jésuites*, un recueil de nouvelles (*Avant le chaos*) et des textes radiophoniques (*Visages du monde*). C'est peu pour une vie.

Quatre-vingt-quatre poèmes publiés de son vivant. C'est avec ces quelques lignes que Grandbois a influencé toute une génération d'écrivains et qu'il a fait basculer dans ce siècle la littérature d'ici. C'est peu lorsqu'on sait que Grandbois a laissé cinq cents inédits que viennent de publier Les Presses de l'Université de Montréal.

Pour un pays dont la devise est «Je me souviens...», on ne connaît que quelques anecdotes sur cet écrivain, anecdotes que Grandbois a pris soin d'embrumer. Aucune date ne marque la vie de Grandbois. En vingt ans de voyage, nous ne connaissons précisément qu'un seul itinéraire.

Les quiproquos se poursuivent toujours. Grandbois voulait être peintre et non pas écrivain. Voilà pourquoi il reste à Florence en 1921. À Paris, il ne fréquente pas les cercles littéraires mais les ateliers et les cafés d'artistes. C'est là qu'il rencontre probablement Picasso qu'il reverra dans les années 60. Mais que connaît-on de l'œuvre peinte d'Alain Grandbois? Rien. Il y a bien eu un événement à la Bibliothèque nationale du Québec en 1977 autour du Fonds Alain Grandbois où le public a pu voir quelques peintures. Puis dix ans plus tard, il y a eu une autre petite exposition dans une galerie montréalaise. C'est tout.

La maison Hamel-Bruneau située sur le chemin Saint-Louis à Sainte-Foy présente du 26 septembre au 17 novembre une exposition plus exhaustive des dessins de Grandbois. Parfois fauves, un tantinet surréalistes, beaucoup à la Dufy ou à la Matisse, l'œuvre peinte de Grandbois est néanmoins intimement liée à sa poésie.

On y verra également des photos de la Chine des années 30 et une copie du premier recueil de poèmes publié à Hankéou dans des circonstances romanesques. Exposition modeste qui néanmoins lève le voile sur une réalité inconnue de notre plus important poète. ☞

Frisbee

BERTRAND PIREL

Le vrai tempérament de l'écrivain, c'est de déplacer les points-virgules. Ils les déplacent avec des gestes de déménageurs, ce qui produit beaucoup d'effet, vu de loin, sur la rive droite.

Roger Nimier

Diplômé HEC Paris, Bertrand Pirel est critique littéraire au Devoir, et secrétaire de rédaction de la revue que vous tenez entre les mains. Il a 25 ans.

En mai le livre, à ma naïve demande, atterrit sur mon bureau. Mon meilleur copain, de passage à Montréal, l'ouvrit, le feuilleta, et le referma illico presto. Méfie-toi de ce livre, me dit-il. Ma confiance en lui est infinie; je me suis méfié. Il avait raison. Nous repartîmes jouer, au tennis peut-être. Ou au frisbee. Le livre, lui, resta sur le bureau. Sagement.

En juin pourtant, j'ai rouvert le livre. Je l'ai même lu, du moins j'ai commencé. Que diable, j'avais promis un papier, une critique.

En juillet, j'étais bien trop loin, bien trop insouciant, bien trop volage. Je jouais au frisbee, quelque part entre Saskatoon et Victoria. Le livre, lui, resta sur le bureau. Sagement.

En août, à mon grand dam, on me rappela ma promesse. On insista. Je persévérerai, m'acharnai, et terminai, vaille que vaille, cahin caha.

En septembre, il fallut bien poser mon frisbee, et rédiger. Tant pis pour mon entraînement.

Le propos est pourtant louable, et la forme souvent remarquable. Une dame charmante, aussi cultivée qu'il est possible de l'être, vient nous parler de son amour pour la littérature: "Ce livre n'est pas autre chose que le récit d'une vocation de lecteur". Or, chez Danièle Sallenave, cette vocation est un apostolat, qu'elle se hâte d'ériger en

Sans doute suis-je naïf, et très certainement l'innocente victime de "l'athéisme littéraire de toute une génération" que dénonce, très hautaine, Madame Sallenave.

incontournable précepte d'éducation, que dis-je, de sauvetage, de rédemption, du bon peuple. Et là, très tôt, le bât blesse, l'aveuglement de l'auteure, trop fervente croisée, un tantinet bigote, exaspère. En toutes choses, prônons la retenue. Chacun reconnaîtra certes, avec elle, que les livres sont "le legs des hommes qui sont morts à ceux qui arrivent",

ou, avec Hannah Arendt (qu'il est de bon ton de citer ces jours-ci), qu'ils "permettent de demeurer en compagnie des choses qui durent à jamais". Loué soit cet héritage, par la magie duquel nous sommes les témoins sans astreintes de civilisations de haute culture, et partageons des épopées riches en surprises édifiantes. Arma virumque cano, Trojae qui primus ab oris...

Mais je me refuse à imputer à la seule absence de livres le fardeau de "l'inaccomplissement", l'odieux d'une "vie mutilée", dans "l'universelle banlieue" où, paraît-il, nous vivons, enfin végétons. De même, je ne peux me résoudre à voir dans les livres l'unique recours, "la réponse à la misère de vivre", "l'autre nom du procès d'humanisation de l'homme, qui dit qu'on ne naît pas homme, qu'on le devient". Il y a dans de telles assertions, de la part d'un écrivain ou d'un "intellectuel", de la complaisance ou de l'orgueil, de la condescendance ou, tout simplement, de l'impuissance.

Impuissance à s'ouvrir au monde lorsque ce monde s'échappe des pages du livre. Impuissance à jouir de la vie, sans le bâton de pèlerin de la littérature. Impuissance à comprendre autrui, les splendeurs et les misères de ceux qui ne sont pas des "intellectuels". À Danièle Sallenave, je préfère Forster, dont les personnages puisent leur bonheur dans la contemplation des paysages de la Méditerranée, vertes forêts de pins où souffle, apaisante, la brise du matin,

Mais je me refuse à imputer à la seule absence de livres le fardeau de "l'inaccomplissement", l'odieux d'une "vie mutilée", dans "l'universelle banlieue" où, paraît-il, nous vivons, enfin végétons.

dans la lumière rasante du soleil qui se lève. Quant à moi, mon bicycle et mon frisbee continuent de me sembler de plus fiables chemins vers la sérénité, la plénitude, la paix intérieure, et mon meilleur copain m'apporte de bien meilleures réponses que tous les livres. *Primum vivere, deinde philosophari*. Regarder se prélasser les loutres de mer.

Dieu et mon libraire savent pourtant que je ne peux être suspecté de haine, ni même de réticence, envers la littérature. Sans doute suis-je naïf, et très certainement l'innocente victime de "l'athéisme littéraire de toute une génération" que dénonce, très hautaine, Madame Sallenave. Pauvre de moi. Sans doute suis-je également l'encore plus innocente victime de "l'acharnement des intellectuels contre la culture: autrement dit, la trahison des clercs". La trahison des clercs. Une vieille amie longtemps perdue de vue revient prendre le thé. Souriante, comme toujours. Mielleuse. "Qu'est-ce qu'un clerc qui trahit? C'est un homme des livres qui ne croit pas à leur valeur émancipatrice, et s'accommode de leur inégale répartition entre les hommes". Maline, Danièle Sallenave a repéré le chef des traîtres, la sentence est rendue, elle l'exécute vite fait bien fait: mais hélas, on ne balaye pas d'un revers de la main Pierre Bourdieu, et toute la sociologie dans son sillage. "Laissons-nous donc les sciences sociales réduire l'expérience littéraire, la plus haute que

l'homme puisse faire avec celle de l'amour, à des sondages concernant nos loisirs, alors qu'il s'agit du sens de notre vie?" La Distinction, visiblement, donne des cauchemars à l'auteure. Oui, Madame Sallenave, la lecture est un bien, mais elle est aussi un privilège. Le constater n'est pas le légitimer. Oui, j'intègre sans remords la lecture parmi une cohorte d'autres "pratiques culturelles"; je n'ai pas pour autant l'impression de piétiner les oeuvres complètes de Joyce ou de Céline. Et si je m'enlise dans le Kunstbetrieb heideggerien, qu'importe, serai-je damné? Ca ne m'empêche pas de lancer, plutôt mal que bien, mon frisbee. Si me "détourner de la futilité du monde et de nos vacations farcesques" est bel et bien la mission des livres, tel que Danièle Sallenave le crie haut et fort, alors je m'insurge, je trahis, je pose mes livres. Il faut être futile. Il faut jouer au frisbee. Danièle Sallenave doit frémir à cette phrase de Flaubert, écrivain qu'elle vénère pourtant: "Le fond de ma nature est, quoiqu'on dise, le saltimbanque". Il faut aussi, il faut surtout, avoir confiance en la capacité de l'être humain à s'arracher lui-même "à l'ennui et à la répétition" (au divertissement aussi, ajoute l'auteure, mais je ne la suis pas, évidemment). "Croire aux autres, problème insoluble pour la majorité des intellectuels, qui ne croient pas en eux, parce que ce serait de l'orgueil, ni aux autres, parce que ce serait de la naïveté", dit Roger Nimier. Une seule phrase de Nimier incite bien davantage à la lecture que les quelque 190 pages du *Don des morts*. Croire aux autres, et à la possibilité du triomphe de l'expérience singulière. Sans les livres, l'homme serait "réduit à ses propres armes et à celles de l'expérience singulière pour affronter le péril du monde". Allons bon. Si vraiment il y a combat, suffirait-il d'un livre?

Encore faut-il, selon Danièle Sallenave, distinguer livre et livre. Car si "les grands livres sont supérieurs aux autres, c'est afin que soit déchiré le voile de mensonges et d'apparences fausses que tissent autour de nous-mêmes et de nos expériences les feuilletons médiocres, les romans kitsch". Voilà qu'est tracé, autour de nos lectures, un "horizon éthique"... Rendons-nous, nous sommes cernés. Déposons nos frisbees.

Tout était perdu d'avance, de toute façon. Car si, en exergue de son essai, Danièle Sallenave cite Van Gogh: "Je croyais que la pensée et non le rêve était notre devoir", je me fie davantage à Mallarmé: "Conseille-moi, mon rêve: que faire?"

Cela dit, les critiques sont unanimes à couvrir d'éloges le *Don des morts*. A chacun de voir. Moi, je ne suis qu'un jeune vaurien. Un joueur de frisbee. ☺

Le don des morts,
DANIELE SALLENAVE,
Éditions Gallimard, 1991

Non, mais des fois!

La SAQ fermera la majorité de ses magasins le jeudi soir— «Pour sauver une soixantaine de dollars par semaine, la SAQ va déranger les habitudes des clients et brimer leur droit. Il faut se demander ce qu'elle fait de sa vocation sociale en tant que monopole d'État,» a précisé M. Rivard, le délégué régional du syndicat des employés de magasins.

Le Devoir, 23 juillet 1991

Propos sur l'intolérance

PAUL-CHRISTIAN NOLIN

"Un roseau couché par le vent dans la fange dira-t-il au roseau voisin couché dans un sens contraire: "Rampe à ma façon, misérable, ou je présenterai requête pour qu'on t'arrache et qu'on te brûle!"

Voltaire

Les Éditions Boréal ont eu la bonne idée de rééditer l'imposante étude de Lise Noël sur l'intolérance, qui lui avait mérité en 1989 le prix du Gouverneur général, catégorie des études et essais.

Dans une société comme la nôtre, dominée par la facilité et la médiocrité, où les Lucien Bouchard passent pour des intellectuels et les Claude Béland pour des financiers, des ouvrages comme celui-là nous permettent de croire que tout n'est peut-être pas perdu. Que l'intelligence, la clarté et l'érudition ne sont pas restées avec l'espoir, au fond de la boîte de Pandore...

Lise Noël, professeur d'histoire, diplômée des Universités de Montréal et d'Aix-en-Provence, a réussi le pari d'écrire un ouvrage savant qui demeure à la portée de tous. Elle nous fait découvrir à travers le temps, l'espace, toutes les formes qu'a pu épouser l'intolérance à travers l'histoire, de l'Inquisition au colonialisme, de la libération de la femme aux mouvements homosexuels. Grâce aux nombreux exemples cités, les concepts de dominant et de dominé cessent d'être des notions abstraites pour prendre peu à peu figure humaine. On en vient à comprendre qu'il existe un processus commun derrière chaque cas, une sorte de logique de l'intolérance qui appartient à toutes les époques et à toutes les nations.

Comme la mauvaise herbe, l'intolérance a trouvé chez nous un terrain fertile où s'épanouir, favorisée à la fois par notre complexe de minoritaire et notre isolement linguistique. Elle prospérera grâce à des gens comme Mgr Laflèche et le Chanoine Groulx qui avaient bien compris que "pour maintenir les opprimés dans l'aliénation, l'oppresser doit occulter leur mémoire, en induisant chez eux une amnésie collective qui les coupera de leurs racines et les dépouillera de leur identité."

Ils ont réécrit l'histoire à leur façon et ont si bien réussi leur ouvrage qu'il se trouve encore aujourd'hui des gens pour les magnifier.

Mgr Laflèche osait écrire en 1866: "(...) c'est la terre que nous ont léguée nos pères, la belle et riche vallée du St-Laurent. C'est la Providence elle-même qui l'a donnée à nos pères, en récompense de leur zèle à travailler à la conversion des pauvres infidèles qui en étaient les premiers occupants, et que dans ses jugements épouvantables, Dieu a fait

disparaître de ce sol comme la neige au retour du printemps."

Dieu a le dos large... et ce n'est pas la pire chose qu'on lui ait fait dire.

Lise Noël a bien raison: "Toujours en quête de légitimité, l'opresseur n'hésite pas en effet à justifier l'excès de contrôle qu'il exerce, en se réclamant de la Justice, de la Connaissance, ou même de Dieu."

Mais c'était il y a un siècle, direz-vous, avant les Chartes des droits et libertés, avant la libération de la femme, avant le "gay power"; tout cela est du passé et dorénavant la

Lise Noël a réussi le pari d'écrire un ouvrage savant qui demeure à la portée de tous

démocratie triomphante est garante des droits et de la liberté de tous! C'est à se demander si Fukuyama, après nous avoir annoncé la fin de l'histoire, ne nous annoncera pas la fin de l'intolérance...

L'éditeur de Lise Noël a également publié en 1987 un ouvrage de Jean Larose intitulé *La petite noirceur*, où l'intolérance s'en donne à coeur joie: "Il faut avoir honte d'être Canadien, et garder fidèlement au Canada notre haine (peut-être même tout à fait incompréhensible à ces blêmes rougeauds). Je souhaiterais exciter le plus d'écrivains possible à l'émigration. Tout ce qui affaiblit et humilie le Canada (ce ne sont pas les occasions qui manquent...) doit nous réjouir. (...) Il ne tient qu'à nous que le mot "Canada" (quelle agglutination baveuse de syllabes, tu ne trouves pas?) devienne dans tous les pays synonyme de stupidité placide."

C'est sans doute pour "affaiblir et humilier" le Canada que Jean Larose a accepté le prix du Gouverneur général, c'est-à-dire la plus haute distinction que notre pays puisse accorder à une oeuvre littéraire. Et quelle fière leçon de tolérance le Canada ne donne-t-il pas à ses pires dénigreur en reconnaissant leur mérite, sur le plan de l'art sinon des idées.

Non, la race des Mgr Laflèche n'est pas morte, l'intolérance n'a pas disparu et si ses effets sont toujours aussi pervers, son action est aujourd'hui beaucoup plus subtile.

Ce sont dorénavant les médias et les gouvernements qui réécrivent l'histoire avec le consentement tacite d'une population passive et trop confiante.

Si l'intolérance prend racine partout où règnent l'ignorance et la peur, elle se développe et s'épanouit dans la passivité et la résignation des peuples.

"Il n'y a de collectif, dans les tragédies de l'intolérance, que la perception qu'on en a, car chaque cauchemar est unique. L'esprit peut parfois saisir le drame d'un individu, parfois appréhender statistiquement celui d'une communauté, mais le drame de chacun des individus que masquent ces statistiques dépasse l'entendement. C'est parce qu'un tel niveau de conscience de l'ampleur du gaspillage et de la souffrance est inaccessible à l'être humain que la lutte pour la tolérance n'est jamais vraiment terminée."

L'intolérance,

Lise Noël,

Editions Boréal, Montréal, 1991."

C O U R R I E R

PAS CONTENT, ROBERT

Madame,

J'ai acheté et lu le premier numéro de la "nouvelle" *Cité libre*; ce sera la première et la dernière fois et disons que je l'ai fait pour posséder ce numéro historique. C'est de la nausée que j'éprouve devant l'inconcevable; une bande rameutée aux officines fédéralistes dans ce qu'elles ont de plus dépassé, de plus donnée aux combats d'arrière-garde, de plus "Pierre-Elliott."

Si je fais exception des collaborateurs qui sont d'une extraction autre que québécoise d'origine, je ne trouve que des individus qui n'ont pas avalé leur québécoisité et colportent leur frustration congénitale en bavant sur leur nid, principalement d'Ottawa.

Le meilleur dans le genre est cet ineffable Jacques Renaud qui se contortionne pour tenter d'anéantir la notion de nation, qu'il aille donc ce malade, en parler à tous ces groupes humains qui luttent encore pour leur reconnaissance, y compris les "canadiens".

Il faut que le monstre fédéral soit aux abois pour amener des acrobates de la pensée à se commettre dans une revue qui a perdu les motifs de son existence, à savoir; Duplessis est mort, le clergé n'exerce plus d'influence, la carrière de Trudeau est terminée.

Si vous étiez Québécois, ce serait dommage de vous voir manquer le bateau, mais comme vous avez choisi, pour des considérations qui tiennent sans doute à des raisons personnelles, vous devriez faire votre petite affaire et laisser les derniers colonisés de l'Amérique, accéder dans la paix et la sérénité à l'indépendance politique.

Même si quelques-uns de vos collaborateurs n'ont pas connu Duplessis et l'abbé Groulx, on peut dire que, vingt-cinq ans plus tard, vous n'avez rien oublié et rien appris. Pauvre Canada.

ROBERT CONTANT

Longueuil, le 13 juin 1991

WOW...

Récemment, la revue *La Règle du jeu*, dirigée par Bernard-Henri Lévy, publiait les résultats d'une enquête sur le nationalisme. Maurice Blanchot, Pascal Bruckner, Jean Daniel, Laurent Fabius, Milan Kundera, Alain Minc, Jean d'Ormesson et Claude Simon (pour n'en nommer que quelques-uns) y allaient de leurs réflexions sur la montée des nations. Laissez-moi vous dire que leurs propos étaient autrement plus consistants que ceux de Jacques Parizeau et de Lucien Bouchard. Même chose avec *Cité libre*, on peut ne pas être d'accord avec les causes défendues par la revue (les textes publiés dans le premier numéro de la nouvelle série n'étaient pas tous intéressants), reste qu'il y a là un effort. On ne se contente pas de répéter des slogans fatigués et d'imprimer des formules vides: on réfléchit.

RICHARD MARTINEAU, *Voir*, 12 septembre 1991

«Si,

comme moi, vous avez beaucoup entendu parler de *CITÉ LIBRE* mais l'avez peu lue [...], je vous conseille de courir à la librairie du coin et d'acheter *CITÉ LIBRE*, un recueil des meilleurs textes de la revue...»

Richard Martineau
Voir

CITÉ LIBRE

Une anthologie

YVAN LAMONDE
EN COLLABORATION AVEC
GÉRARD PELLETIER

Albert Béguin • Maurice Blain • Fernand Dumont
Pauline Lamy • Adèle Lauzon • Jean Le Moyné
Jean-Marc Léger • René Lévesque • Gilles Marcotte
Jean Pellerin • Gérard Pelletier • Marie Raymond
Marcel Rioux • Roger Rolland • Pierre Elliott
Trudeau • Pierre Vadeboncoeur • Pierre Vallières

Stanké

416 PAGES • EN VENTE PARTOUT • 26,95 \$

Les éditions internationales Alain Stanké, 1212, rue Saint-Mathieu, Montréal (Québec) H3H 2H7

Stanké

Cité libre RENCONTRE ses lecteurs

Date

Le jeudi 3 octobre 1991

Heure

À partir de 17 heures 30, on peut prendre un apéritif à ses frais.
Le dîner lui-même commence à 18 heures 30 et se termine à 21 heures précises.

Lieu

Restaurant Cathay

73, La Gauchetière Ouest, Montréal (dans la rue piétonne)

Menu

- Soupe île au trésor (Canton) • Sumai (Kou tien à la vapeur)
 - Poulet dans sa peau croustillante (Canton)
 - Languettes de boeuf sauce à l'ail (Sechouan)
- Canard trésor (Canton) • Riz blanc à la vapeur
 - «Fortune Cookies» • Thé chinois.

Prix

20\$ par personne;
10\$ pour les étudiants et les chômeurs

Réservations

Téléphoner au plus tôt au (514) 672-9888
(les places étant limitées, on est prié
d'avertir 24 heures à l'avance en cas d'annulation).

Au cours du dîner, on aura
l'occasion d'entendre un bref exposé
sur le sujet suivant :

Le Libre échange deux ans après par ALBERT BRETON

Économiste de réputation internationale à l'Université de Toronto,
Albert Breton a été un des membres de la Commission MacDonald.
Il a collaboré à *Cité Libre* dans les années 60

Après l'exposé de notre invité, les lecteurs de *Cité libre* pourront lui poser des questions, exprimer leur opinion
sur le sujet et même, si ça leur chante, faire la critique du dernier numéro de *Cité libre*.

Retenez vos places aujourd'hui même.